

MARS 2008

Communication / Télévision

Télévision, presse écrite, radio et Internet de plus en plus présents dans la vie des Français

LE MONDE | 29.02.08

Les médias sont de plus en plus présents dans la vie des Français. Selon les résultats de l'étude "Media in Life", rendue publique jeudi 28 février par Médiamétrie, chaque individu de 13 ans et plus a eu en moyenne 41,3 contacts par jour en 2007 avec "un support média ou multimédia". L'enquête, publiée pour la deuxième année consécutive par Médiamétrie, mesure la consommation moyenne de médias par habitant et par jour. Elle vient compléter les mesures, média par média, également effectuées par Médiamétrie.

L'an passé, les contacts des Français avec la télévision, la radio, la presse écrite ou encore Internet ont augmenté de 5,8 % par rapport à 2006. Cette hausse fait suite à une progression de 6,2 % déjà constatée en 2006. A en croire les relevés de Médiamétrie, les 15-24 ans sont encore plus "médiaphages" que leurs aînés. Cette tranche d'âge enregistre en moyenne 45,2 contacts quotidiens avec la presse, la télévision, la radio mais aussi l'Internet, les jeux vidéo et autres écrans.

Dans le détail, 9 Français sur 10 (89,4 %), en moyenne, regardent la télévision chaque jour. De même, 8 sur 10 écoutent quotidiennement la radio (82,5 %) et lisent la presse écrite (78,3 %). L'enquête Médiamétrie pointe les nouvelles pratiques des Français. Ainsi, 35,7 % surfent chaque jour sur Internet, tandis que 10,3 % jouent à des jeux vidéo. L'accès à la Toile progresse rapidement. En 2005, ils n'étaient que 24,6 % à se connecter, puis 31,2 % l'an passé.

L'accroissement du nombre des médias, avec la montée en puissance du Web mais aussi des jeux vidéo ou encore du multimédia, ne porte pas trop préjudice aux supports traditionnels comme la presse écrite ou la télévision. Au contraire, Médiamétrie note une répartition de la consommation des médias suivant les moments de la journée. Les grands rendez-vous, comme le carrefour du 6 heures-9 heures, le déjeuner et le 20 heures restent l'apanage des "médias traditionnels".

NOUVELLES PRATIQUES

Malgré les multiples tentatives des chaînes de télévision, entre 6 heures et 9 heures la radio est inexpugnable. Plus de 55 % des Français l'écoutent chaque matin. De même, le début de matinée est aussi le moment privilégié pour la presse lue quotidiennement par 1 habitant sur 5.

Toutefois, de nouvelles pratiques se font jour, mais sur des tranches horaires moins disputées. D'année en année, Internet creuse son trou pendant la matinée. Entre 9 heures et midi, 14 % des Français surfent sur la Toile. Le lieu de travail n'échappe plus à l'intrusion des médias. Ainsi 7,3 % des Français écoutent la radio au bureau.

En revanche, l'enquête "Media in life" confirme les scores d'audience des télévisions et notamment la très forte domination du journal de 13 heures de TF1 présenté par Jean-Pierre Pernaut. Au moment du déjeuner, deux Français sur cinq sont devant leur télévision.

Le soir, en revanche, la télévision perd du terrain auprès des plus jeunes. Entre 21 heures et 22 h 30, au moment où la pression publicitaire est la plus forte, les chaînes n'attirent plus qu'un jeune sur deux. Seuls 52,4 % des 15-24 ans regardent la télévision le soir contre 70 % des 35-49 ans, a mesuré Médiamétrie. Chez les plus jeunes, le petit écran cède de plus en plus de terrain face au téléphone portable et à Internet.

Guy Dutheil

SOCIETE

Les femmes accèdent moins aux responsabilités et restent moins payées que les hommes, selon deux études

LEMONDE.FR avec AFP | 06.03.08

Deux études publiées jeudi 6 mars, l'une par la Commission européenne, l'autre, en France, par l'Association pour l'emploi des cadres (APEC) montrent que, dans leur vie professionnelle, les femmes ne sont toujours pas traitées à égalité avec les hommes, même si des progrès sont constatés.

L'étude européenne montre que l'accession des femmes au pouvoir reste limitée dans le monde. En 2007, seulement 17 % des parlementaires étaient des femmes (contre 10 % en 1995). Dans l'Union européenne, les femmes n'occupaient l'an dernier que 24 % des sièges dans les Parlements nationaux, un taux inférieur au "*seuil minimum de 30 % jugé nécessaire pour que les femmes aient une influence significative sur les décisions politiques*", note l'étude. Les gouvernements nationaux de l'UE comptent pour leur part une femme pour trois hommes (24 % de femmes, 76 % d'hommes) en moyenne. Certains pays se distinguent dans leurs efforts comme la Finlande (60 %), la Norvège (53 %), la Suède (46 %) et l'Espagne (41 % de femmes). Mais la Slovaquie, la Grèce et la Turquie n'ont qu'une seule femme au gouvernement, et la Roumanie aucune.

L'étude souligne par ailleurs que tous les gouverneurs des Banques centrales de l'UE sont des hommes et que, dans les grandes entreprises, les hommes s'adjugent toujours près de 90 % des postes des conseils d'administration. Seule la Norvège se distingue (34 % de femmes) car elle a rendu obligatoire sous peine de sanction la parité dans les conseils d'administration (40 % de femmes au minimum). L'étude conclut ainsi que seules les politiques volontaristes de représentation proportionnelle ou de quotas peuvent apporter "*un changement réel et rapide*".

17 % D'ÉCART

L'étude de l'APEC, qui concerne, elle, uniquement la France, estime que l'écart de salaire médian (calculé tel que la moitié des salariés de la population considérée gagne moins et l'autre moitié gagne plus) entre les femmes et les hommes cadres atteint 17 % en 2007 : chez

les hommes cadres, le salaire médian s'élève à 45 000 euros, contre seulement 38 400 euros pour les femmes.

Cet écart croît si l'on considère le salaire moyen (moyenne de l'ensemble des salaires) : il atteint 22 % car il y a plus de salaires élevés chez les hommes. A poste, qualification, responsabilité et taille d'entreprise de valeur égale, il subsiste un écart de 7 %, ce qui fait conclure à l'APEC qu'il existe encore *"une discrimination salariale à l'égard des femmes"*. L'association note cependant un léger progrès : parmi les cadres, la part des femmes est passée de 14 % en 1974 à 33 % en 2006, selon des données de l'Agirc (caisse de retraite complémentaire des cadres) citées dans l'étude.

Les écarts de salaire varient également selon les fonctions et sont *"d'autant plus faibles que la fonction est féminisée"*. Ainsi, l'écart le plus important (36 %) se trouve dans la fonction "production", où les hommes occupent près de neuf postes sur dix, tandis que l'écart le plus faible (5 %) s'observe dans la fonction "ressources humaines", où les femmes représentent sept cadres sur dix. Néanmoins, dans quelques fonctions très féminisées, l'écart de rémunération entre les femmes et les hommes reste élevé, notamment dans la gestion (féminisation de 57 %, écart salarial de 20 %) et dans le marketing (féminisation à 53 %, écart de 20 %).

SCIENCES / MEDECINE

Vous souffrez ? Prenez donc un placebo... cher

LE MONDE | 07.03.08 |

Prenez un médicament. Ou plutôt un placebo, sans aucun effet pharmacologique. Présentez-le à des prix différents. Surprise, il n'aura pas les mêmes incidences sur le mal. Et dans ce cas, le plus onéreux est aussi le plus efficace. Voici la conclusion déroutante à laquelle parvient une étude publiée dans le numéro daté du 5 mars du *Journal of American Medical Association*.

Point de départ de la procédure, menée par une équipe de chercheurs du Massachusetts Institute of Technology (MIT), le recrutement sur Internet de 82 volontaires pour tester un nouvel analgésique aux caractéristiques proches de la codéine. En réalité, un placebo. Les participants sont divisés en deux groupes : les plus chanceux se voient remettre une pilule à 2,50 dollars, les moins heureux le même cachet, présenté en réduction à 0,10 dollar. Tous ont en revanche la joie de subir des séries de décharges électriques pouvant aller jusqu'à 80 volts.

Les participants sont invités à quantifier leur peine. Résultat, 85 % des bénévoles du groupe ayant ingurgité la pilule à 2,50 dollars notent une réduction de la douleur, contre seulement 61 % pour ceux qui ont avalé le médicament en promotion. Le prix joue donc ici un rôle thérapeutique à part entière. Mais il n'est pas seul. *"Le prix n'est qu'une des variables du marché, au même titre que l'emballage ou la marque, qui peuvent accentuer l'effet placebo"*, explique Dan Ariely, docteur en économie comportementale, qui a dirigé l'étude.

"DONNÉ AVEC CONVICTION"

La présentation de la pilule compte également parmi les facteurs. *"Pour la pilule à 0,10 dollar, c'est davantage le fait qu'elle soit en promotion que son prix qui a influencé les participants"*,

justifie M. Ariely. Un constat confirmé par Jean-François Bergmann, spécialiste de thérapeutique à l'hôpital Lariboisière, à Paris : *"La façon dont un médicament est donné participe pleinement à l'effet pharmacologique. Il doit l'être avec conviction."*

L'étude ouvre dans tous les cas de nombreuses perspectives. *"Comment peut-on envoyer des médicaments bon marché à des populations dans le besoin sans qu'elles aient le sentiment qu'ils sont de mauvaise qualité ?"*, lance par exemple Dan Ariely.

Autre piste, les génériques, et la mauvaise perception dont ils souffrent. D'autres questions pourraient survenir. M. Ariely et son équipe préparent en effet une nouvelle expérience. Même schéma, mais cette fois, le placebo sera gratuit.

Alexandre Roos

CONSOMMATION

Cinq raisons qui expliquent la flambée des prix en France

LE MONDE | 08.03.08 |

La campagne des élections municipales s'est largement focalisée sur le pouvoir d'achat. Dans les sondages, ce sujet est devenu la préoccupation majeure des Français, devant l'emploi.

Depuis plus d'un an, les matières premières agricoles flambent, blé et lait en tête. Contenues jusqu'en octobre 2007, ces hausses se répercutent désormais sur le consommateur. Selon des chiffres récents du cabinet Nielsen Panel, les prix alimentaires en grande surface ont augmenté de plus de 2,39 % en janvier et devraient connaître un pic d'inflation en avril de 4 %. Le mensuel *60 millions de consommateurs* a, lui, fait état de hausses de prix fulgurantes sur le beurre, le camembert, les pâtes, les yaourts et le jambon... allant de 5 % à 48 %. La direction générale de la concurrence et de la répression des fraudes (DGCCRF) a, de son côté, mené l'enquête, concluant à des hausses des prix en rayon allant de 0 à 27 %.

La flambée des matières premières n'est cependant pas seule responsable de la forte volatilité à la hausse des prix des produits alimentaires et de leur rigidité à la baisse. Nombre de facteurs autres participent de ce phénomène.

La législation en vigueur en France est indéniablement l'un d'eux. Les lois Royer et Raffarin, instaurées en leur temps pour protéger le petit commerce, ont freiné en réalité l'implantation de magasins maxidiscompteurs et favorisé les concentrations des grandes enseignes dans certaines régions. Par ailleurs, héritage de la loi Galland de 1996, les distributeurs ne peuvent négocier librement les tarifs en France. Au nom du principe de non-discrimination, lorsque Danone veut vendre ses yaourts ou Coca-Cola ses sodas, ils doivent proposer le même prix, à quantité égale, que ce soit à Leclerc, Auchan, Carrefour ou System U.

Aujourd'hui, l'ensemble de ces lois est en cours de réforme, mais il faudra un certain temps avant que ces aménagements donnent toute leur mesure. Et ils ne vont pas aussi loin que ce que préconisait Jacques Attali dans son rapport pour "la libération de la croissance française".

Par ailleurs, indépendamment du corpus législatif, les distributeurs se sont installés sur le territoire français de telle sorte que bien souvent, à l'échelle locale, la concurrence n'est plus une réalité. Enfin, Internet, qui dans l'habillement ou les produits électroniques permet de faire baisser les prix, ne joue pas ce rôle d'amortisseur dans l'alimentaire. Les prix y sont même fréquemment supérieurs à ceux inscrits en magasin.

LES FREINS À LA BAISSÉ DES PRIX DANS L'ALIMENTAIRE

Un partage du territoire. Leclerc dans l'Ouest, Carrefour sur la côte d'azur, Auchan dans le Nord... Une étude du cabinet Asterop, spécialisé dans le géomarketing, publiée mercredi 5 mars, a mesuré le manque de concurrence entre les enseignes au niveau local. Des résultats édifiants : dans 60 % des 630 "zones de vie" (des bassins de consommation) définies par Asterop - un seul distributeur domine avec une part de marché supérieure à 25 % et 15 points le séparent du second. L'étude démontre qu'il y a affrontement entre deux enseignes dans 27 % des zones. La concurrence entre trois ou quatre acteurs n'existe que dans 13 % d'entre elles.

Dans ce contexte, les prix ne sont que rarement tirés à la baisse. Ainsi, selon le conseil de la concurrence, dans l'agglomération lyonnaise où dominent les enseignes de deux grands groupes, les prix sont plus élevés qu'à Nantes où quatre grands distributeurs sont implantés et se livrent à une concurrence acharnée. Qui plus est, aucun grand distributeur étranger, comme le britannique Tesco ou l'américain Wal Mart, n'est présent. Enfin, Asterop n'a pas identifié une seule enseigne de maxidiscompte avec une position de leadership en France. Or, selon le panel Nielsen publié par le magazine LSA, plus il y a de discompteurs dans une région, plus les prix y sont bas. Nancy, Metz ou Calais, qui en accueillent, font ainsi partie des villes les moins chères.

"Cette étude démontre plus que jamais la nécessité de remettre davantage de concurrence dans la distribution française", affirme Luc Chatel, secrétaire d'état à la consommation.

Multitude d'enseignes n'est pas synonyme de concurrence. Ce partage du territoire entre grandes enseignes est encore renforcé par leur présence sur les différents formats de la distribution. Ainsi Carrefour possède, outre sa marque historique, les enseignes Champion, Ed, 8 à huit et Shopi. A lui seul, le numéro deux mondial de la distribution détient 41 % de la consommation française, selon Asterop.

En matière de concurrence, cet état de fait peut s'avérer désastreux, comme c'est le cas par exemple à Antibes. Le nord est "contrôlé" par Carrefour propriétaire aussi des supermarchés Champion et du discompteur Ed, tandis que la partie sud de la ville est aux mains du groupe Casino avec ses Géants Casino et ses Leaderprice.

Là où la densité de mètres carrés est satisfaisante, UFC Que-Choisir propose que les distributeurs en situation de quasi-monopole local échangent des surfaces avec leurs concurrents. Selon l'association de consommateurs, le conseil de la concurrence pourrait *"orchestrer partout sur le territoire des échanges de magasins afin de restaurer la concurrence"*.

La loi Raffarin a freiné l'essor du maxidiscompte. Instaurée pour sauver le petit commerce, la loi Raffarin oblige à demander une autorisation pour tout commerce de plus de 300 mètres carrés à des commissions départementales d'équipement commercial. Ce seuil a

aussi eu comme conséquence de freiner le développement des magasins de maxidiscompte. Du coup, les maxidiscompteurs multiplient l'ouverture de petites surfaces. Mais ils ne représentent que 13 % du marché.

"Trop souvent, le dynamisme concurrentiel n'est pas retenu comme un critère déterminant pour autoriser une nouvelle implantation dans une ville", relève un distributeur. Il existe 14 000 magasins, de la supérette à l'hypermarché, mais les mètres carrés supplémentaires qui s'ouvrent chaque année sont plutôt des extensions de magasins. *"Pour s'installer dans une nouvelle zone, c'est un véritable parcours du combattant. Tout est très verouillé",* explique Michel Carles, directeur du développement d'Auchan France. Il faut dix ans entre la demande d'autorisation et l'ouverture d'un magasin.

Selon l'OCDE, la France présente (avec la Grèce) la réglementation des grandes surfaces la plus restrictive et la plus protectrice des enseignes en place. L'OCDE vise également la loi Galland.

Une loi Galland trop rigide. Si la loi Chatel, votée en décembre 2007, autorise désormais les distributeurs à remettre dans les prix la totalité des marges arrière - ces sommes versées par les industriels aux distributeurs en rémunération de services rendus (catalogues, têtes de gondoles) -, elle fait néanmoins perdurer ce système que Jacques Attali voulait supprimer. Car la loi Chatel ne permet pas la négociabilité des prix. Depuis des mois maintenant, distributeurs et fournisseurs s'opposent sur la question. *"Je veux pouvoir dire à Antoine (Riboud) tes yaourts sont trop chers",* répète inlassablement Michel-Edouard Leclerc. La loi de modernisation de l'économie, présentée en avril, devrait l'introduire.

Internet ne fait pas baisser les prix. Dans l'alimentaire, Internet n'a pas été un facteur déflationniste contrairement à d'autres secteurs comme l'habillement ou les produits technologiques.

Ils n'ont pourtant pas de magasins, pas de caissières, pas de parking... Mais il faut bien des entrepôts, des manutentionnaires pour remplir les chariots, et des livreurs. Il faut compter environ une demi-heure - soit 12 euros de main d'oeuvre - pour préparer un chariot en moyenne de 150 euros (plus de 60 articles) et 16 euros pour la livraison.

"Nous sommes sur une activité à valeur ajoutée destinée à des personnes plutôt urbaines, pressées qui n'ont pas envie de passer leur samedi à faire leurs courses. Or elles ne peuvent pas tout avoir, le service et le prix", explique Jean Monnier, directeur général d'Auchan direct. Ses prix sont de 3 % à 5 % plus cher que les hypermarchés de province mais de 3 à 5 % moins cher que les magasins de proximité comme Monoprix ou encore Franprix.

Nathalie Brafman

CULTURE

Le ministère de la culture lance un site consacré à la langue française

Le français est une langue vivante, bien sûr. Mais aussi extrêmement mouvante. Tous les jours, il s'enrichit de nouveaux termes, en déforme certains pour en inventer d'autres et, à l'inverse, en voit disparaître qui, peut-être, reviendront plus tard, parés ou non d'un usage ou d'un sens un peu différents.

Parmi les nouveaux mots, il y a les néologismes - créés à partir du français ou empruntés aux langues étrangères - qui se mettent soudain à fleurir et à faire comme s'ils avaient toujours existé. Il suffit, nous dit-on dès l'introduction du site Internet www.franceterme.culture.fr, créé par le ministère de la culture, de penser au succès d'"altermondialisme" ou d'"écocitoyen" pour se convaincre de la vitalité et de l'inventivité de notre langue.

La plupart du temps, cette création est vivante, spontanée, parfois même imagée. Certains de ces mots ont une existence éphémère, d'autres s'installent durablement. Dans les domaines professionnels, en revanche, la création de mots est plus organisée. Les progrès de la science et des techniques apportent chaque jour une brassée de nouveaux objets, méthodes ou concepts, qu'il faut alors nommer. Ces mots, qui ont un sens précis dans le domaine où ils sont employés - et parfois seulement dans celui-ci -, sont des "termes". Plus que leur seule étymologie, ce sont les spécialistes du domaine qui peuvent définir la notion ou l'objet et choisir le ou les mot(s) le(s) mieux adapté(s) pour le désigner.

INTERACTIVITÉ

Mais comment s'y repérer ? C'est l'objectif que s'est fixé le ministère de la culture. Francophonie oblige, ce site se veut avant tout un outil destiné à assurer la diffusion et le maintien de la langue française. Il servira aussi à combler les lacunes de notre vocabulaire dans une centaine de domaines aussi divers que l'aérodynamique, le droit, l'environnement, l'emploi, la géophysique, l'informatique, les télécommunications, la géophysique, l'informatique...

Ce site permettra d'accéder à des rubriques qu'on nous promet actualisées en permanence, contenant les termes publiés dans chaque secteur, de rechercher l'équivalent français d'un terme étranger (*brainstorming*, *think tank*, etc.) ou de consulter la définition d'un mot apparu dans l'actualité.

Il se veut ludique et proposera des quiz (Qu'est-ce qu'un "cheval de Troie" ? Qu'est-ce qu'une "chaussette" en ingénierie nucléaire ?), le mot du mois et, pour faire participer les internautes à une oeuvre commune, installera aussi une "boîte à idées" permettant de lancer des recherches sur des mots nouveaux. Car le but est aussi de faire plancher des commissions spécialisées pour établir des listes de "termes" et leur(s) définition(s) afin de les publier - à "terme" - au *Journal officiel*. Le français, une langue en marche !

www.franceterme.culture.fr

Hélène Viala

INTERNET / PUBLICITE

Une étude révèle que les géants du Net n'ont jamais été aussi au courant des habitudes des internautes

LEMONDE.FR | 10.03.08 | 21h18

selon une étude du cabinet américain ComScore pour le *New York Times*, les grandes compagnies sur la Toile n'ont jamais été aussi au courant des habitudes et des goûts des internautes, grâce au grand nombre de données qu'elles collectent sur eux. Pour la première fois, souligne le quotidien, un document présente ainsi *"de l'avis de responsables publicitaires, une estimation large du volume de données numériques transmises aux compagnies"*.

En guise de première conclusion, l'étude constate que grâce au trafic de données, les entreprises sont désormais capables *"de prédire quel contenu et quelles publicités les gens sont susceptibles de vouloir voir"* et peuvent ainsi choisir d'acheter à prix d'or des réclames ultra ciblées, qui suscitent de forts taux de réponse. *"Les entreprises suivent les traces que les gens laissent derrière eux sur Internet et les analysent pour anticiper leur prochain mouvement."*

336 MILLIARDS DE TRANSMISSIONS DE DONNÉES EN UN MOIS

ComScore a mené son étude en décembre auprès des quinze plus grandes entreprises du Web pour estimer le nombre de fois où les données d'un internaute étaient transmises aux serveurs de la compagnie, à l'insu de ces derniers. Ces événements, appelés "data transmission events", peuvent aller du code postal d'un internaute au nom d'un livre acheté récemment, en passant par les préférences en matière de sites d'information. Pendant une durée d'un mois, Yahoo!, Google, Microsoft, MySpace ou AOL ont ainsi enregistré au moins 336 milliards de transmissions de données, explique ComScore. Yahoo! a, à lui seul, récupéré 110 milliards de transmissions, soit une moyenne de 811 pour chaque internaute qui a visité un de ses sites.

"Malgré toutes les données dont elles disposent, les compagnies du Net trouvent encore des façons d'en acquérir plus, ajoute le quotidien. Les géants du Web ont acheté des sociétés spécialisées dans la gestion et le contrôle de bandeaux publicitaires comme Double Click et Atlas, qui stockent des données". Double Click utilise notamment des cookies qui permettent de tracer les déplacements des internautes. L'étude de ComScore n'a pas pris en compte l'information que les entreprises obtiennent par ce biais.

Une des conséquences que ce phénomène pourra avoir sur le marché de la publicité, s'il se développe encore, sera de réduire la portée de l'unité de mesure en vigueur jusqu'à présent, à savoir la taille de l'audience. Car, comme le note le quotidien américain, les annonceurs seront susceptibles de délaisser de plus en plus les sites de magazines ou de journaux les plus visités en faveur de ceux qui sont capables de savoir qui sont leurs internautes, et ce qu'ils aiment.

LeMonde.fr

ETRANGER / CHINE

Le dalaï-lama dénonce la répression "inimaginable" de Pékin au Tibet

LE MONDE

Le dalaï-lama a prononcé, lundi 10 mars, depuis la ville indienne où il est en exil, un discours d'une rare virulence contre le régime de Pékin à l'occasion du 49^e anniversaire de sa fuite de Lhasa, qu'il avait dû quitter précipitamment en 1959 après un soulèvement manqué de la population de la capitale tibétaine contre l'armée d'occupation chinoise.

Contrastant avec son approche habituellement plus conciliante à l'égard de la Chine, le chef de l'Eglise tibétaine a dénoncé une *"répression continue"* par les forces de sécurité du régime et des *"violations énormes et inimaginables des droits de l'homme"*, le tout s'accompagnant *"de la négation de la liberté religieuse et de la politisation des questions religieuses"*.

Au même moment, illustrant ce regain de tension autour de la question tibétaine, environ soixante-dix moines ont été arrêtés lundi à Lhasa, après avoir pris part à deux petites marches commémorant le soulèvement de 1959. Selon la radio américaine Radio Free Asia, la plus importante procession a mobilisé quelque trois cents religieux qui ont tenté de rejoindre le centre-ville à partir du monastère de Drepung, situé en périphérie de Lhasa. Les forces paramilitaires chinoises étaient déployées mardi dans la cité pour la seconde journée consécutive.

Le discours de Sa Sainteté Tenzing Gyatso, 72 ans, 14^e dalaï-lama et Prix Nobel de la paix 1989, s'inscrit dans ce contexte crispé. Le chef tibétain semble désormais découragé après avoir inlassablement répété - au risque de s'attirer les critiques de jeunes Tibétains en exil pour lesquels sa politique trop "molle" n'a pas porté ses fruits - que *"le Tibet fait partie de la Chine"* et qu'il est prêt au dialogue avec Pékin : *"Depuis la reprise de contacts directs en 2002 entre le gouvernement en exil tibétain et le gouvernement chinois, aucun changement positif ne s'est produit au Tibet, a-t-il regretté. Les autorités chinoises continuent d'agir de manière que l'on peut qualifier de comportement inhumain."*

"GÉNOCIDE CULTUREL"

Le dalaï-lama, qui n'a cessé de dénoncer le *"génocide culturel"* en cours sur le Toit du monde, a mis de nouveau l'accent sur le fait que *"la langue, les coutumes, les traditions du Tibet sont en train de disparaître"*, tandis que l'augmentation de la population non tibétaine d'ethnie chinoise han *"a réduit les Tibétains à une insignifiante minorité dans leur propre pays"*.

Le chef du gouvernement en exil, qui siège dans la petite ville himalayenne de Dharamsala (Inde), a cependant affirmé qu'il approuvait la tenue en Chine des Jeux olympiques. Il a par ailleurs affirmé qu'il était déterminé à poursuivre sa politique modérée *"de la voie du milieu"*. Mais les autorités chinoises ont toujours choisi d'ignorer ces ouvertures du dalaï-lama, ne cessant de fustiger ses velléités *"séparatistes"*.

La communauté tibétaine en exil a commencé par ailleurs à se mobiliser, cinq mois avant le début des Jeux de Pékin que certains dissidents perçoivent comme l'occasion d'attirer l'attention sur les questions des droits de l'homme en Chine. Partis lundi de Dharamsala dans l'intention de passer clandestinement au Tibet et d'organiser une marche symbolique dans leur pays d'origine, une centaine d'exilés tibétains ont été arrêtés dans leur progression par la police indienne. Mais l'un de leur porte-parole a indiqué qu'ils poursuivraient leur marche.

Bruno Philip

Article paru dans l'édition du 12.03.08

HISTOIRE

Nécrologie

Lazare Ponticelli, le dernier ancien combattant de 14-18

LE MONDE | 13.03.08 |

Il était, en France, le dernier ancien combattant de 14-18, l'ultime rescapé parmi les 8,5 millions d'hommes mobilisés en bleu horizon. Le der des der. Lazare Ponticelli est mort, mercredi 12 mars, au Kremlin-Bicêtre, à l'âge de 110 ans.

Ce survivant nous reliait physiquement à des photos défraîchies de pioupious en capote, les bandes molletières tirebouchonnées sur les brodequins, à des images tournées à la manivelle d'hommes hirsutes, le regard vide, enterrés vivants dans les tranchées. Avec sa disparition, la première guerre mondiale s'enfonçait un peu plus dans les brumes du passé.

Tant qu'il l'a pu, le vieil homme aura témoigné sur le conflit, encore et encore, même quand ne sortait plus de sa bouche qu'un filet de voix à peine intelligible. Alors que beaucoup de vétérans s'étaient claquemurés dans le silence pour ne pas avoir à raconter l'horreur, Lazare Ponticelli avait choisi de dire l'indicible. Il assumait ce devoir pour ceux qui n'avaient pas eu la chance de s'en tirer. *"Tous ces jeunes tués, je ne peux pas les oublier. Quel gâchis !"*

Alors, pour eux et pour la gloriole, Lazare ouvrait aux solliciteurs sa petite maison acquise dans les années 1920, au Kremlin-Bicêtre. Au milieu des meubles patinés, les histoires de cet homme qui avait fréquenté trois siècles étaient une remontée dans le temps. C'était aussi une leçon d'humanisme apprise en enfer.

Ses souvenirs de la vie quotidienne d'un simple soldat, d'un "poilu", préservaient de l'oubli ou, pire, de la réécriture dogmatique. S'y mêlaient sens du devoir, écoeurement, obéissance, héroïsme, révolte, fraternité. Ses bribes remontant au hasard de la mémoire résumaient les contradictions qui traversaient les combattants, emportés sans toujours comprendre, broyés par des événements qui les dépassaient. Il nous parlait d'eux, ses camarades, et des autres, en face, pas si mauvais bougres, finalement. La narration semblait mécanique. Mais une larme surgissait sur le rebord des yeux et roulait lentement sur la joue. Elle remontait de quatre-vingt-dix ans.

Parfois, le narrateur prenait des licences avec la chronologie. Les scènes s'embrouillaient. De quoi faire tiquer les historiens. Mais fallait-il prendre ces souvenirs au pied de la lettre ?

N'était-ce pas plutôt l'esprit qui comptait ? L'accumulation d'anecdotes formait la geste du "poilu", racontée par le dernier d'entre eux ?

Chaque 11 novembre, Lazare allait à pied au monument aux morts du Kremlin-Bicêtre, râlait contre les discours ampoulés, emphatiques, *"toujours trop longs"*. Il se rendait aussi dans les écoles à 100 ans passés, et martelait la même supplique. *"Aux enfants, je leur dis et je leur répète : ne faites pas la guerre."*

La vie de Lazare Ponticelli était exemplaire pour bien plus que cette parenthèse terrible de quatre ans. C'était aussi l'histoire d'un émigré italien illettré, enfant de rien devenu patron d'une multinationale. Le parcours d'un "rital" qui voulait absolument se battre pour cette France qui l'avait toléré, puis renié, enfin reconnu sur le tard comme un des siens.

Lazare fut longtemps Lazzaro, né le 7 décembre 1897, à Bettola, en Emilie-Romagne. Il est issu d'une famille pauvre de sept enfants. Un frère puis son père meurent en 1903. La mère abandonne la famille, qui se disperse. La soeur aînée emmène une partie de la fratrie *"au paradis"*, là où il y a du travail, en France. Trop jeune, Lazare reste en Italie. Il est confié à une marâtre.

A 9 ans, n'ayant aucune nouvelle des siens, Lazare décide de partir à son tour. Il prend le train pour Paris, débarque gare de Lyon sans parler un mot de français, ne sachant ni lire ni écrire. Il erre trois jours dans la salle des pas perdus, est recueilli par une famille italienne qui le prend en pitié et l'héberge quelques mois.

Lazare devient ramoneur et crieur de journaux. Dès la déclaration de guerre, trichant sur son âge, l'Italien s'engage. Il intègre le premier régiment de marche de la Légion étrangère de Sidi Bel Abbès, y retrouve par hasard son frère Céleste. *"J'ai voulu défendre la France parce qu'elle m'avait donné à manger"*, explique Lazare. Après un mois d'instruction, il est envoyé au front, sous les ordres d'un descendant de Garibaldi.

Il participe à la confusion des premiers mois. Son premier fait d'armes est d'avoir, alors qu'il était de garde, blessé un général au mollet. Il assiste à l'hécatombe, soigne son frère, blessé au combat. Le régiment perd un quart de ses effectifs en trois semaines. *"Au début, nous savions à peine nous battre et nous n'avions presque pas de munitions. Chaque fois que l'un d'entre nous mourait, on se taisait et on attendait son tour."* Il crapahute dans la guerre de mouvement (Soissons, Vitry-le-François, l'Argonne), survit à la pagaille. Puis, il creuse les premières tranchées d'un conflit qui s'organise pour durer.

Lazare Ponticelli aimait raconter ce jour où un homme s'était retrouvé blessé dans le no man's land qui séparait les lignes. Les brancardiers n'osaient s'aventurer sous le feu. *"Il hurlait : Venez me chercher, j'ai la jambe coupée." Je n'en pouvais plus. J'y suis allé avec une pince. Je suis d'abord tombé sur un Allemand, le bras en bandoulière. Il m'a fait deux avec ses doigts. J'ai compris qu'il avait deux enfants. Je l'ai pris et je l'ai emmené vers les lignes allemandes. Quand ils se sont mis à tirer, il leur a crié d'arrêter. Je l'ai laissé près de sa tranchée. Il m'a remercié. Je suis reparti en arrière, près du blessé français. Il serrait les dents. Je l'ai tiré jusqu'à nos lignes, avec sa jambe de travers. Il m'a embrassé et m'a dit : "Merci pour mes quatre enfants." Je n'ai jamais pu savoir ce qu'il était devenu."*

En 1915, Lazare se bat du côté de Verdun lorsque l'Italie, le 24 mai, se range aux côtés des alliés. Un officier le fait rechercher dans les tranchées. *"Tous les Italiens devaient retourner se*

battre chez eux." Le légionnaire proteste, souhaite rester. *"Je pensais que m'être battu pour la France avait fait de moi un Français."* Déception. *"Ils m'ont dit : "Il faut vous en aller"."* Il est démobilisé de force, rentre à Paris, se cache six semaines, tente de se réengager dans l'armée française, est finalement transféré entre deux gendarmes à Turin.

Il enfile à regret l'uniforme italien, intègre les chasseurs alpins, se retrouve dans le Tyrol, enterré dans la neige face aux lignes autrichiennes. Ses compagnons parlent couramment l'allemand. Les deux camps s'envoient des messages avec un élastique puis sympathisent. *"Ils nous donnaient du tabac et nous des boules de pain. Personne ne tirait plus."* Les hommes organisent même des patrouilles communes. La farce dure trois semaines, manque de se terminer devant un conseil de guerre. *"L'état-major nous a déplacés dans une zone plus dure."*

En 1916, il est sur le monte Cucco, qui sera le théâtre d'une terrible bataille l'année suivante. Les hommes multiplient les assauts stériles et dévastateurs, affrontent les gaz sans masque. Lazare reste plus de deux jours derrière sa mitrailleuse. Des éclats d'obus lui grêlent le visage. Aveuglé par son sang, il parvient à bloquer des Autrichiens qui se sont réfugiés dans une caverne. Sa section fait deux cents prisonniers. Le héros blessé est envoyé à l'arrière. Il est opéré sans anesthésie, des hommes le maintiennent cloué sur la table d'opération pendant que le chirurgien creuse la plaie et la badigeonne d'alcool.

Ses faits d'armes valent à Lazare une citation, mais également un dégoût absolu de cette guerre. *"Je tire sur toi mais je ne te connais même pas. Si seulement tu m'avais fait du mal."* La révoltante absurdité des combats est traversée d'infimes moments de bonté dont la rareté fait la valeur. *"Mon meilleur souvenir en Italie, ce sont les lettres que ma marraine de guerre, une porteuse de lait que j'avais rencontrée avant de partir au front, m'envoyait. Comme je ne savais à l'époque ni lire ni écrire, ce sont des copains qui m'aidaient à correspondre avec elle."*

Après quelques semaines de convalescence à Naples, Lazare est renvoyé en 1918 sur le front, vers Montello, où il apprend l'Armistice. Autrichiens et Italiens, *"tous les gars levaient les bras en l'air"*.

Lazare est contraint de rester sous l'uniforme italien. Il apprend par hasard la mort d'une de ses soeurs, Catherine, victime de la grippe espagnole. En 1920, l'armée italienne souhaite le démobiliser. Il refuse : il veut l'être sous l'uniforme français, avec lequel il a commencé la guerre, ce qui lui permettra de revenir légalement dans ce pays. Il lui faut à nouveau se battre, cette fois contre l'absurde administration. Il obtient finalement gain de cause. Il revient à Paris, avec cinq francs en poche.

Il redevient ouvrier. Avec Céleste et un autre frère, Bonfils, il monte une entreprise de ramonage et de chaudronnerie. Il se marie en 1923 avec une Française, Clara, dont il a trois enfants. Lazare n'obtiendra la nationalité française qu'en 1939, à la veille de la déclaration de guerre. Il veut encore se battre mais est jugé inapte au service parce que trop âgé. Il traverse sans déshonneur l'Occupation.

Après la Libération, sa société Ponticelli Frères continue de prospérer. Elle se diversifie, notamment dans les travaux publics et l'extraction pétrolière, prend une stature internationale. Le groupe a aujourd'hui un chiffre d'affaires de 480 millions d'euros et emploie 3 800 salariés. Lazare Ponticelli en abandonnera progressivement les rênes dans les années 1960.

Il lui restait à honorer la promesse faite à ses camarades des tranchées. *"Quand nous montions à l'assaut, nous nous disions : "Si je meurs, tu penseras à moi.""* Ne jamais les oublier : le dernier rescapé aura respecté jusqu'au bout ce serment.

Benoît Hopquin

Dates clés

7 décembre 1897

Naissance à Bettola (Italie).

1914

S'engage dans la Légion étrangère.

1915

Intègre l'armée italienne.

1939

Obtient la nationalité française.

12 mars 2008

Mort au Kremlin-Bicêtre (Val-de-Marne).

CULTURE NUMERIQUE

Analyse

Faut-il brûler Wikipédia ?

LE MONDE | 15.03.08 |

Les critiques pleuvent sur Wikipédia tandis que son audience s'accroît. Quelque 625 000 articles sont désormais disponibles en français, rédigés par 360 000 volontaires (par comparaison, l'*Encyclopædia Universalis* propose 30 000 entrées). Ailleurs dans le monde, la popularité de Wikipédia ne se dément pas non plus. Chaque mois, ce sont 220 millions de visiteurs uniques qui s'y réfèrent, dans 250 langues, amendant, s'il le faut, les 9 millions de notices existantes.

Chacun peut apporter son écot à cette utopie raisonnée, sous l'oeil vigilant de tous : tel est son principe fondateur. Avec la conviction que la lumière jaillira de cette aventure collaborative, plus sûrement que d'un débat entre experts. Le succès est là, de plus en plus dérangeant. C'est vers Wikipédia que pointent tous les moteurs de recherche - Google, Yahoo!... - souvent comme premier choix. Faut-il s'en inquiéter ou s'y résoudre ? Faut-il brûler Wikipédia ou au contraire tenter d'en tirer parti ?

Décontenancés, les lettrés s'alarment pour la science et la raison. L'Institut national de recherche pédagogique a recensé vingt-deux motifs de se méfier de Wikipédia, parmi lesquels : *"Les contributeurs sont au mieux des amateurs, au pire des perturbateurs."* *"Les sources sont rarement indiquées, le contenu n'est pas vérifiable."*

Des sites exclusivement voués à la dénonciation de Wikipédia ont vu le jour : wikipedia-watch.org aux Etats-Unis, wikipedia.un.mythe.org en France. A en croire ce dernier, Wikipédia est *"un projet anarchiste (...) entre les mains d'un gang"*. A peine plus mesuré, l'écrivain et journaliste Pierre Assouline parle dans la revue *Le Débat* de *"démagogie ambiante, qui consiste à dire aux gens : "Vous êtes des encyclopédistes si vous le voulez.""*

Les inventeurs de Wikipédia se moquent des critiques, ils croient en leur mission. C'est ce que ne cesse de répéter son cofondateur (en 2001), l'Américain Jimmy Wales : *"Imaginez un monde où chaque individu peut accéder gratuitement à la totalité des connaissances de l'humanité. C'est ce que nous voulons faire."*

Ces accents prophétiques indisposent les savants. Ils maudissent ces électrons libres qui croient au darwinisme intellectuel plus qu'aux savoirs établis et ne respectent même pas le b.a.-ba du métier. *"N'hésitez pas à être audacieux"*, recommande Wikipédia à ses contributeurs. *"Tout n'a pas à être parfait du premier coup"* (puisque les articles que les internautes rédigent sont modifiables). On n'avait pas connu une telle mobilisation, une telle émotion du monde instruit depuis *L'Encyclopédie* de D'Alembert et Diderot (1772), accusée elle aussi de déposséder les "maîtres" de leur pouvoir. Ce parallèle invite à la prudence et au pragmatisme, plutôt qu'à la défense d'une corporation. Wikipédia est-elle fiable ? C'est pour l'internaute la seule question qui compte.

Contrairement à une idée répandue, la réponse est plutôt oui. Une étude de la revue *Nature* l'a comparée en 2005 à *l'Encyclopædia Britannica*. Sur quarante-deux sujets scientifiques retenus, Wikipédia avait commis 162 erreurs ou omissions, la *Britannica* 123.

En décembre 2007, Wikipédia a marqué un nouveau point contre ses détracteurs. Le magazine allemand *Stern* a publié les résultats d'une enquête portant sur cinquante articles piochés au hasard dans Wikipédia, version allemande, et dans l'édition en ligne de l'encyclopédie *Brockhaus*, dont l'accès est payant. Exactitude, clarté, exhaustivité, actualisation : le cabinet indépendant chargé de l'enquête a tout passé au crible. Dans 43 cas sur 50, Wikipédia l'a emporté.

Une étude du Massachusetts Institute of Technology (MIT) confirme ce résultat. Elle montre qu'une obscénité introduite intentionnellement dans Wikipédia est *"nettoyée"* en moins de deux minutes par les wikipédiens. Ce qui ne veut pas dire que toutes les erreurs ou malveillances qui y figurent disparaissent aussi vite. En général, l'internaute de passage a intérêt à se méfier des articles récents, les moins retravaillés.

UNE NOUVELLE ÉCOLOGIE DE LA CONNAISSANCE

Wikipédia mène une guerre sans merci contre les provocateurs, les vandales et autres perturbateurs, qu'elle appelle les *trolls*. Un combat toujours recommencé dont sont chargés, chacun avec un rôle précis, les cadres bénévoles de Wikipédia, "administrateurs", "arbitres", "patrouilleurs" et "wikipompiers". Injures, manipulations, publicités déguisées, propagande... rien n'est censé leur échapper. Les utilisateurs eux-mêmes sont invités à dénoncer ces hérésies, pour correction immédiate. Ici des liens politiques ajoutés, en pleine campagne municipale, à l'article sur Troyes. Là, dans la notice sur le hockey sur glace, *"des modifications qui apparaîtront sensées au lecteur non averti"*. Ailleurs des *"blagues adolescentes"*. La faute est souvent bénigne et involontaire, quelquefois révoltante et délibérée.

Au fur et à mesure que sa popularité augmentait, Wikipédia s'est dotée de règles plus strictes, d'outils de contrôle plus performants. Des articles ont été "gelés" par la Wikimedia Foundation, la tête de pont de la cyberencyclopédie en Floride : Hitler, Bush... Ils aimaient trop les *trolls*.

Mieux, un WikiScanner permet aujourd'hui de repérer quel ordinateur a opéré une modification, donc à quelles fins. Wikipédia s'est ainsi aperçu qu'un employé de la municipalité de Levallois-Perret (Hauts-de-Seine) avait effacé de l'article consacré au maire, Patrick Balkany (UMP), certaines données désobligeantes.

Sous le feu des critiques et de la concurrence, Wikipédia évolue. Des projets d'encyclopédies contributives et gratuites voient le jour, dont les auteurs, à la différence de ceux de Wikipédia, sont des spécialistes dûment identifiés : Citizendium et Knol (Google), par exemple, aux Etats-Unis. Attentive à cette concurrence, la présidente de la Wikimedia Foundation, une agronome de 39 ans, la Française Florence Devouard, a annoncé que bientôt certains articles, considérés comme sûrs, ne seront plus modifiables.

La bataille continue pourtant de faire rage entre ceux qui accusent Wikipédia d'encourager les élèves et les étudiants à "copier-coller" et ceux qui saluent dans Wikipédia l'émergence d'une nouvelle écologie de la connaissance, à laquelle il vaut mieux préparer les jeunes générations plutôt que de diaboliser son succès.

Bertrand Le Gendre, éditorialiste

ECONOMIE

Les Bourses mondiales plongent dans la crainte d'une récession majeure

LEMONDE.FR avec AFP et Reuters | 17.03.08 |

Dans un climat pessimiste alimenté par l'écroulement du dollar et le rachat à un prix dérisoire de la banque américaine Bear Stearns par sa rivale JPMorgan, les places financières mondiales ont repris leur chute, lundi 17 mars, malgré une nouvelle tentative de la Réserve fédérale américaine pour limiter la crise.

La Fed a en effet baissé, dimanche, son principal taux directeur d'un quart de point, à 3,25 %, avant la tenue d'une réunion très attendue, mardi. Mais ni cette nouvelle intervention en catastrophe ni les déclarations rassurantes de George W. Bush – qui a estimé lundi que "*les Etats-Unis dominent la situation*", malgré une situation "*difficile*" sur le plan économique – n'ont suffi à calmer l'inquiétude des investisseurs. A la mi-journée, lundi, la Bourse de New York était en baisse, le Dow Jones lâchant 0,47 % et le Nasdaq 1,38 %.

LE DOLLAR EN CHUTE LIBRE, LE PÉTROLE SE REPLIE

L'action de la banque centrale américaine a par ailleurs amplifié la chute du dollar, qui a atteint un nouveau pic historique de 1,5905 dollar pour un euro, faisant sauter successivement, en l'espace de quelques heures, les barres de 1,57, 1,58 et 1,59 dollar.

Seuls les cours du pétrole ont battu en retraite, lundi, après avoir atteint jusqu'à 111,80 dollars juste avant l'ouverture officielle du New York Mercantile Exchange (Nymex). Dans l'après-midi, le baril de light sweet crude s'échangeait à 107,41 dollars. Cette baisse, apparemment rassurante, constituerait selon les experts une fausse bonne nouvelle, signe que les investisseurs réalisent qu'une récession économique aux Etats-Unis pourrait se propager au reste du monde et affecter considérablement la demande en hydrocarbures.

LE CAC 40 PASSE SOUS LES 4 500 POINTS

Les Bourses européennes ont elles aussi baissé lundi, le CAC 40 clôturant à Paris en retrait de 3,51 %. L'indice parisien est passé pour la première fois sous le seuil symbolique des 4 500 points. Depuis son niveau de clôture de la fin de l'année 2007, le CAC 40 a désormais perdu près de 20 % de sa valeur. Le mouvement a été identique sur les autres places européennes : l'indice vedette Footsie 100 a perdu 3,86 % à Londres, et l'indice DAX de Francfort a clôturé en chute libre de 4,18 %.

Auparavant, l'indice Nikkei de la Bourse de Tokyo avait chuté de 3,71 %, passant sous le seuil des 11 000 points, pour la première fois depuis août 2005. A Hongkong, l'indice Hang Seng a clôturé en baisse de 5,18 %, tandis qu'à Shanghai l'indice composite reculait de 0,89 %.

Dans une tribune publiée lundi dans le *Financial Times*, l'ancien président de la Fed, Alan Greenspan, a ajouté au pessimisme ambiant en estimant que la crise financière qui touche les marchés mondiaux "va être vraisemblablement jugée comme la plus grave depuis la fin de la seconde guerre mondiale". Le commissaire européen aux affaires économiques, Joaquin Almunia, a lui reconnu que l'économie américaine "entre peut-être en récession", mais il a estimé que l'Europe devrait y échapper. Quant au directeur général du Fonds monétaire international, Dominique Strauss-Kahn, il a prévenu que la crise allait "durer assez longtemps, avec de graves conséquences".

INFORMATIQUE / SOCIETE

Le boom des données numériques produites dans le monde en 2007

LEMONDE.FR | 19.03.08 |

L'univers numérique est en expansion perpétuelle. Le cabinet IDC vient de publier une étude, commandée par l'entreprise américaine EMC, spécialisée dans la gestion de données, sur la quantité globale de données numériques produites dans le monde. Qu'il s'agisse de photographies, de vidéoclips ou d'e-mails, l'"Homo numericus" a créé, en 2007, 281 milliards de gigaoctets (Go) de données, soit 45 Go par être humain. En 2011, la masse totale devrait s'élever à 1 800 milliards de gigaoctets, dix fois plus qu'en 2006.

D'après les estimations d'IDC, l'année 2007 marque un tournant dans la croissance des données numériques. *"Pour la première fois, nous sommes dans une situation où nous ne pouvons plus emmagasiner l'information que nous créons, même si nous le voulions"*, expliquent les rapporteurs. De fait, les capacités de stockage mondiales, estimées à 264 milliards de gigaoctets en 2007, sont inférieures aux volumes produits. L'écart devrait d'ailleurs largement se creuser dans les prochaines années. Certes, certaines informations telles que celles générées par la téléphonie ou la radio sur Internet n'ont pas vocation à être fixées sur des supports physiques. Mais une telle tendance ouvre littéralement une nouvelle ère de l'immatériel.

Des courriels de quelques Ko aux DVD de plusieurs gigaoctets... Si l'ensemble des données est hétérogène, leur croissance s'explique avant tout par l'essor de l'image numérique. Les appareils photographiques se démocratisent. Pour 2006, le cabinet IDC estime que plus d'un milliard d'appareils peuvent faire des photos ou des vidéos.

"OMBRE DIGITALE"

Les nouvelles résolutions des appareils multiplient également la taille des fichiers créés. *"Une seule image obtenue à partir d'un appareil de 5 mégapixels peut peser jusqu'à 40 mégaoctets"*, souligne le rapport. L'équipement progressif en postes de télévision numérique devrait aussi créer de nouveaux besoins : leur nombre devrait dépasser 500 millions, fin 2011.

Outre les équipements, les échanges de données sur Internet contribuent également à augmenter le volume total des fichiers. Quel est le poids réel d'un simple courriel accompagné d'une pièce jointe de 1 Mo, adressé à quatre collègues de bureau ? En additionnant les enregistrements sur les différents serveurs où transite l'e-mail ainsi que les fichiers temporaires, IDC évalue qu'un tel processus occupe plus de 50 Mo.

"Sur l'ensemble des données digitales créées, moins de la moitié peut être attribuée à l'activité des utilisateurs", précise également le cabinet d'études. *"Le reste constitue une ombre digitale, composée d'images de surveillance, d'historiques de recherches sur Internet, ou de listes de transactions financières"*, poursuit-il. Cette part obscure des données numériques doit également se développer. *"La plupart des caméras de surveillance sont encore analogiques. Mais le nombre de caméras numériques double chaque année"*, affirme IDC, rappelant qu'un sujet britannique est déjà susceptible d'être photographié 300 fois par jour.

Le contrôle des données numériques, par leur nature sensible, comme par leur volume grandissant, va devenir un enjeu majeur.

Laurent Checola

ECONOMIE

Subprimes, marchés, inflation : retour sur un enchaînement

LE MONDE | 20.03.08 | 15h42

A l'été 2007, lorsque deux fonds spéculatifs de la banque américaine Bear Stearns menacent de faire faillite, personne à Wall Street ne se doute que sept mois plus tard, la finance

mondiale sera plongée dans l'une des plus graves crises de son histoire. Une crise dont Alan Greenspan, l'ancien gouverneur de la Réserve fédérale américaine (Fed), dit aujourd'hui qu'elle *"sera la plus grave depuis la fin de la seconde guerre mondiale"*. Comment en est-on arrivé là ?

L'étincelle des subprimes. Les fonds spéculatifs de Bear Stearns ont plongé à cause de crédits "subprimes", des produits dérivés de prêts immobiliers à risque dans lesquels ils avaient massivement investi. Des millions de ménages américains modestes ont souscrit ces emprunts à taux variables, gagés sur la valeur des biens immobiliers pour un montant total de 1 200 milliards de dollars. Ces prêts ont été accordés par des sociétés de crédit hypothécaire avides de profits, peu regardantes sur la solvabilité des ménages. Lorsque les prix de l'immobilier se sont effondrés et que les taux d'intérêt ont grimpé, ces ménages ont été étranglés par les dettes. Entre-temps, les crédits subprimes ont été transformés (titrisés) en produits financiers complexes rachetés par les banques du monde entier. Le risque, que l'on croyait disparu, s'est ainsi retrouvé disséminé un peu partout. Après les fonds de Bear Stearns, les grands noms de la finance internationale, comme Merrill Lynch ou Morgan Stanley, sont ainsi touchés.

L'embrasement des banques. La crainte des subprimes se transforme en psychose. Les banques se soupçonnent les unes les autres de camoufler des subprimes. Les investisseurs redoutent qu'un établissement majeur ne soit gravement touché. Le nom de Citigroup, première banque des Etats-Unis, circule.

Ces soupçons seront confirmés, et même au-delà : Citigroup annoncera au total 21 milliards de dollars de dépréciation d'actifs. D'autres banques aussi prestigieuses seront aussi touchées. La facture des subprimes s'élève à ce jour à 150 milliards de dollars. Jusqu'où ira-t-on ? Le 14 mars, Bear Stearns est menacée de faillite. La Réserve fédérale décide d'intervenir, en facilitant son rachat par l'un de ses concurrents, JP Morgan, pour seulement 236 millions de dollars.

La panique des marchés. Depuis l'apparition des subprimes, les investisseurs sont de plus en plus nerveux. Sur les marchés interbancaires, les banques refusent de se prêter de l'argent. Certaines, comme la britannique Northern Rock en septembre, se retrouvent asphyxiées. Cette défiance se reflète sur les marchés d'actions, où les investisseurs redoutent la contagion aux banques européennes et asiatiques. Ils cèdent à la panique le 21 janvier, à l'annonce de nouvelles dépréciations. Les principales places boursières d'Europe et d'Asie plongent. La Bourse de New York, fermée, échappe au pire. Et le krach est évité grâce à l'action des autorités monétaires, de la Réserve fédérale américaine (Fed) et de la Banque centrale européenne (BCE) principalement. Elles injectent massivement les liquidités qui font défaut aux banques. La Fed, en complément, réduit drastiquement ses taux directeurs de 0,75 point. Elle ira plus loin pour relancer l'économie américaine et rassurer les marchés. Au total, les taux américains passeront de 5,25 % avant l'été 2007 à 2,25 % fin mars 2008.

Cependant, l'action de la Réserve fédérale américaine contribue à faire plonger le dollar sans juguler tout à fait la défiance envers les banques. Et si le marché d'actions surnage, les investisseurs lui préfèrent les matières premières (pétrole, or, blé...) considérées comme des valeurs refuges. Leurs prix flambent.

La crise dépasse alors clairement le cadre financier, l'envolée de ces prix affecte directement les industriels et les consommateurs tout en stimulant l'inflation. La hausse des prix, que l'on

croyait disparue de nos économies, fait ainsi un retour inattendu, dépassant 3 % de part et d'autre de l'Atlantique. Les revendications salariales pointent, notamment en Allemagne. La spirale inflationniste se met en place.

La contagion à l'économie "réelle". Si la sphère financière est l'épicentre de cette crise, elle est aussi le poumon de l'économie. Les banques, affectées par les pertes des subprimes, resserrent les vannes du crédit pour les ménages et les entreprises. Aux Etats-Unis où la population vit à crédit (le taux d'épargne y est négatif), le phénomène est dramatique. *"Les Etats-Unis sont déjà en récession"*, estime ainsi l'homme d'affaires milliardaire Warren Buffett. En Europe, les déboires de l'économie américaine, l'un des principaux débouchés pour les exportations, grippent une croissance déjà molle sans faire taire l'inflation. La stagflation, cauchemar des économistes et des banques centrales, menace.

Les pays émergents bousculés. Dans un premier temps, les pays émergents ont résisté. Les économistes évoquaient alors la théorie du "découplage", soit l'indépendance de ces économies par rapport à celle des Etats-Unis. Mais depuis début 2008, la crise est si grave qu'elle chahute aussi ces marchés, même si leur croissance en 2008 restera nettement supérieure à celle des pays occidentaux.

Comment sortir de la crise ? La solution pourrait être radicale, bouleversant même le modèle capitaliste américain. *"Si la crise dure et s'approfondit, les solutions passeront forcément par l'Etat, qu'il s'agisse de créer un fonds de défaisance ou de procéder à des nationalisations provisoires de banques en difficulté"*, estime Jean-Louis Mourier, économiste chez Aurel Leven.

Claire Gatinois et Anne Michel

LEXIQUE

SUBPRIME.

Crédit hypothécaire accordé aux Etats-Unis par des établissements spécialisés, non régulés, à des ménages modestes, sans considération de leur capacité à rembourser.

TITRISATION.

Montage financier permettant à un établissement financier de transférer le risque de non-remboursement d'un crédit en le transformant en produit financier complexe vendu sur le marché.

CRISE DE LIQUIDITÉS.

Phénomène de défiance extrême conduisant les établissements financiers à ne plus se prêter de l'argent entre eux.

STAGFLATION.

Combinaison d'inflation et de croissance molle. Le phénomène, apparu dans les années 1970 après le premier choc pétrolier, menace de nouveau les économies occidentales.

PROBLEME DE SOCIETE

La mort de Chantal Sébire laisse ouvert le débat sur la fin de vie et l'euthanasie

LE MONDE | 19.03.08 | 21h58 • Mis à jour le 20.03.08 | 15h05

Une enquête judiciaire pour *"recherche des causes de la mort"* a été ouverte, mercredi 19 mars, par le parquet de Dijon, après la découverte du corps sans vie de Chantal Sébire, à son domicile, dans la soirée. Cette femme de 52 ans, atteinte d'une tumeur rare, avait réclamé une aide active à mourir, en pleine conscience, pour abréger ses souffrances.

"Je me pose la question de savoir si l'on va faire ou non une autopsie", a temporisé le procureur de Dijon, Jean-Pierre Alacchi, après plusieurs jours d'intenses débats provoqués par la requête de M^{me} Sébire. Selon le procureur, *"M^{me} Sébire était très entourée"* par sa famille. C'est sa fille aînée *"qui a découvert le corps"*, a précisé M. Alacchi.

M^{me} Sébire s'est vu refuser, lundi 17 mars, par la justice, le droit de se faire prescrire un produit létal. Elle avait indiqué, il y a quelques jours : *"Je sais maintenant me procurer ce dont j'ai besoin, et si je ne me le procure pas en France, je me le procurerai ailleurs."* Quelques heures avant sa mort, son médecin traitant, le docteur Emmanuel Debost, a été reçu par Nicolas Sarkozy en présence du conseiller scientifique du président de la République, le professeur Arnold Munnich, et du professeur Daniel Brasnu, chef du service d'oto-rhino-laryngologie et de chirurgie cervico-faciale de l'hôpital Georges-Pompidou, à Paris. L'Élysée avait proposé qu'un nouvel avis soit donné sur le dossier de M^{me} Sébire *"par un collège de professionnels de la santé du plus haut niveau"*.

Ces spécialistes ne cachent pas leur très vif étonnement au vu de l'absence, durant six ans, de prise en charge médicale adaptée de la malade. Ils indiquent que la maladie dont souffrait M^{me} Sébire (un esthesioneuroblastome ou neuroblastome olfactif) ne peut être qualifiée d'incurable, notamment si elle est traitée de façon précoce. Les taux de survie sont de l'ordre de 70 % cinq ans après une intervention, quand les troubles sont pris en charge assez tôt, affirment ces experts.

Lors de l'entretien qu'elle avait accordé au *Monde*, le 6 mars, M^{me} Sébire avait indiqué que le diagnostic de sa maladie avait été posé en 2002 par un chirurgien ORL de Lyon. *"Il m'a expliqué l'intervention prévue, mais n'a pas réuni l'équipe adéquate, étant donné la complexité de ma maladie"*, a-t-elle affirmé. M^{me} Sébire a ensuite consulté plusieurs spécialistes, à Paris dans trois hôpitaux, à Grenoble, Besançon puis Dijon. *"Je n'ai pas accepté les interventions qu'on me proposait car le risque vital était engagé"*, a-t-elle poursuivi.

Le cas de Chantal Sébire, soutenu par l'Association pour le droit à mourir dans la dignité, a relancé le débat sur l'euthanasie en illustrant les limites de la loi Leonetti de 2005 sur la fin de vie. Celle-ci ne permet pas de répondre aux personnes en situation d'incurabilité qui réclament le droit de mourir en toute conscience.

Jean Leonetti, député UMP, a été chargé par le premier ministre, François Fillon, d'une mission d'évaluation de *"la mise en œuvre concrète de la loi"*. Le député devra *"faire des propositions, pour remédier à la méconnaissance ou la mauvaise application des textes et éventuellement à l'insuffisance de la législation"*, en vue d'un débat lors des révisions des lois de bioéthique prévues en 2009.

De son côté, le groupe PS à l'Assemblée nationale a annoncé mercredi la constitution d'un groupe de travail, autour du député de l'Essonne Manuel Valls, pour déposer "*dans les mois à venir*", une proposition de réforme législative. "*Le drame vécu par Chantal Sébire rappelle combien notre législation est impuissante à répondre à ces demandes poignantes de malades incurables de terminer leur vie dans la dignité*", souligne le groupe PS, pour qui le législateur doit "*réfléchir sans tabou au droit pour un malade incurable de choisir sa mort*".

Deux membres du gouvernement se sont déclarés favorables, mercredi, à la création d'une forme "*d'exception d'euthanasie*". Le ministre des affaires étrangères, Bernard Kouchner, a ainsi plaidé pour qu'"*une exception à la loi*" soit créée. "*Ce serait humain, nécessaire*", a-t-il affirmé. De son côté, la nouvelle secrétaire d'Etat chargée de la famille, Nadine Morano, qui appartenait à la mission Leonetti, a rappelé qu'elle était favorable à l'euthanasie. "*Nous savions, dans la mission, qu'il y aurait des cas pathologiques qui ne pouvaient pas entrer dans le cadre de la loi, a t-elle affirmé. Nous avons proposé la création d'une commission nationale d'exception d'euthanasie.*"

Jean-Yves Nau et Cécile Prieur

Pas "d'éléments suffisants" pour déterminer la cause de la mort

Le procureur de la République de Dijon, Jean-Pierre Allachi, a déclaré, jeudi 20 mars, que les autorités ne disposaient pas "*d'éléments suffisants*" pour déterminer les causes de la mort de Chantal Sébire. La veille au soir, après une visite sur place, il avait indiqué que des prélèvements et des analyses allaient être effectués. Avant d'ajouter : "*Nous en saurons plus demain*" (jeudi). Le magistrat avait précisé que le décès avait été "*constaté à 19 h 30*". -(Avec AFP)

MEDECINE

Cancer : davantage de cas mais plus d'espérance de vie

LE MONDE POUR DIRECTMATINPLUS | 20.03.08 |

Le temps n'est plus où l'on ignorait tout ou presque, en France, des chiffres du cancer. Alors que va être organisée la deuxième semaine nationale sur le cancer colorectal et que l'Institut Curie de Paris donne le coup d'envoi, aujourd'hui, de son opération caritative "*Une jonquille pour la vie*", l'Institut national de veille sanitaire (INVS) vient de publier les dernières statistiques dans ce domaine. Si le nombre de cas de cancers a considérablement augmenté en 25 ans, en France, il en va de même de l'espérance de vie des personnes concernées.

En 2005, le nombre de nouveaux cas de cancer, selon l'INVS, a été estimé à près de 320 000 dont 180 000 chez les hommes et 140 000 chez les femmes. Les trois localisations les plus fréquentes chez l'homme sont la prostate (62 000), le poumon (24 000) et le côlon (20 000). Chez la femme, il s'agit respectivement du sein (50 000), du côlon (17 000) et du poumon (7 000). Or, en 1980, le nombre total des cancers s'élevait à 170 000. En d'autres termes ce

nombre a presque doublé chez l'homme (augmentation de 93 %) et a progressé de 84 % chez la femme.

Comment comprendre? Pour les spécialistes de l'INVS, il faut prendre en compte les importantes modifications démographiques. Ils estiment, schématiquement, qu'en un quart de siècle, 25 % de l'augmentation du nombre de cas est la conséquence directe de l'augmentation de la population et pour 20 % celle de son vieillissement, le risque de cancer augmentant avec l'âge. Ainsi, on est plus exposé au risque d'être atteint d'un cancer, aujourd'hui qu'en 1980, mais cette augmentation du risque doit être replacée dans un contexte plus général. Elle correspond approximativement à la moitié des cas diagnostiqués.

S'intéresser à l'épidémiologie des cancers, c'est aussi analyser les chiffres de la mortalité qui leur sont associés. En 2005, le nombre de décès par cancer a été estimé à 146 000, soit une augmentation de 13% depuis 1980. *"Cette augmentation du nombre de décès par cancer n'est liée qu'aux changements démographiques, explique-t-on auprès de l'INVS. En réalité, le risque de mortalité par cancer a, en fait, diminué entre ces deux années. Cette diminution du taux de mortalité est en moyenne de - 1,1 % par an chez l'homme et -0,9 % chez la femme. Elle est encore plus marquée ces 5 dernières années avec respectivement - 2,5 % et - 1,2 %."* Pour Guy Launois, responsable du réseau des registres français du cancer, c'est la première fois qu'on observe une telle diminution de la mortalité.

Ce phénomène, quelque peu paradoxal (augmentation de l'incidence et baisse de la mortalité), a une explication. On observe depuis plusieurs années une baisse du nombre des cancers les plus agressifs (de l'œsophage, de l'estomac et des voies aérodigestives supérieures) et une augmentation des cancers qui peuvent plus aisément être traités. C'est ainsi que la moitié des cas supplémentaires chez la femme concerne le cancer du sein, cette proportion étant de 70 %, chez l'homme, pour le cancer de la prostate. Force est aussi de constater que ces deux lésions cancéreuses ont fait l'objet d'un dépistage croissant . Conséquence, leur nombre augmente mais on en guérit plus fréquemment.

Selon une récente étude réalisée par la Caisse nationale d'assurance maladie, alors qu'il ne cessait d'augmenter dans des proportions inquiétantes depuis une trentaine d'années, le nombre de cas de cancer du sein est en diminution depuis 2005. Pour l'heure, la seule explication rationnelle semble résider dans la désaffection massive des femmes vis-à-vis des traitements hormonaux substitutifs de la ménopause. *"Les Français fument moins, boivent moins : la prévention, ça marche"*, assure le professeur Dominique Maraninchi, président de l'Institut national du cancer.

Pour autant une question reste entière : à quoi attribuer, au delà de l'efficacité des campagnes de dépistage et des évolutions démographiques, l'augmentation relative du nombre des cancers en un quart de siècle? Les spécialistes estiment que les modifications de l'environnement (ainsi que de l'alimentation) constituent une hypothèse qui peut être retenue. C'est notamment le cas de l'exposition à l'amiante. Mais d'une manière générale, les liens de causalité sont encore loin d'être scientifiquement établis. Des efforts constants de recherche permettront peut-être de conclure et de prendre les mesures sanitaires qui, alors, s'imposeront.

Jean-Yves Nau

SOCIETE / TRAVAIL

Analyse

Souffrances et suicides au travail, par Stéphane Lauer

LE MONDE | 21.03.08 |

Les faits sont têtus. C'est au moment où la direction des ressources humaines de Renault expliquait *"être sur la bonne voie"* pour résoudre la question des suicides au Technocentre de Guyancourt (Yvelines) qu'on apprenait, le 11 mars, que le salarié d'un prestataire de service, travaillant sur le plus gros site du constructeur automobile français, se donnait la mort. Ce nouvel épisode dramatique souligne la difficulté d'appréhender le suicide au travail. La mise en place d'un plan d'action, objectif à la clé, est nécessaire mais pas suffisant. Ce qui peut fonctionner pour un plan de réduction des coûts ou le lancement d'un nouveau projet peut se révéler inopérant lorsqu'on touche à la complexité de la psychologie humaine.

Difficulté supplémentaire : le suicide au travail ne relève pas d'une problématique spécifique à telle ou telle entreprise. On le voit, les cas se multiplient, mois après mois : France Télécom, HSBC, BNP Paribas, La Poste, EDF, Sodexho, Ed, IBM... Aucun secteur d'activité n'est épargné. Toutes les tailles d'entreprise sont concernées. Cela tend à démontrer qu'on est en présence d'un phénomène de société, plus large et plus complexe qu'un dysfonctionnement isolé de tel service ou tel atelier.

Cependant, en l'absence de statistiques fiables, il serait un peu rapide d'en conclure que le phénomène prend une ampleur subite et exponentielle. La révélation des suicides permet juste de matérialiser un sentiment diffus que les conditions de travail se dégradent. Elle est aussi le signe que la loi du silence qui a régné sur le sujet est en train d'être rompue. Beaucoup de directions d'entreprise, avec la complicité de certains syndicats, ont longtemps évacué le problème en le mettant sur le compte des *"problèmes personnels et psychologiques"* rencontrés par les victimes, sans s'interroger sur les organisations du travail et la façon de les faire évoluer.

Même si faire le lien entre conditions de travail et passage à l'acte reste éminemment délicat, reconnaître les faits, en parler dans l'entreprise et commencer à se questionner sur les causes constitue incontestablement un progrès. *"Quand le stress dans l'entreprise atteint des niveaux préoccupants, on ne peut pas l'ignorer"*, admet Carlos Ghosn, PDG de Renault (*Le Monde* du 15 février). Direction des ressources humaines, syndicats, associations commencent à s'emparer du sujet et on ne peut que s'en féliciter. Le rapport Nasse-Légeron, remis le 12 mars au ministre du travail, Xavier Bertrand, va également dans le bon sens en proposant de conduire systématiquement une *"autopsie psychologique"* quand le suicide est commis sur le lieu de travail ou quand les ayants droit réclament une reconnaissance en accident du travail. Mais l'approche reste encore trop restrictive, le rapport estimant que *"suicide au travail ne veut pas dire systématiquement suicide lié au travail"*. Or les spécialistes savent que le lieu où l'on se donne la mort n'est jamais anodin.

Au-delà de cette réserve, les timides avancées enregistrées ces derniers mois sont précieuses mais il faut aller plus loin. Reconnaître qu'il y a un sujet est une chose. En faire la bonne interprétation en est une autre. Et, sur ce plan, le discours de Laurence Parisot, présidente du Medef, montre qu'il y a encore beaucoup de chemin à parcourir. Réagissant, le 21 février, à deux suicides, l'un chez France Télécom et à l'autre à La Poste, M^{me} Parisot a déclaré sur RMC :

"Je pense que c'est très lié au climat général qu'il y a dans notre pays, parce que tout est plus dur, a-t-elle estimé. C'est plus dur pour l'entreprise de dégager des marges (...)." et d'ajouter : "Si nous avions des conditions économiques globales plus favorables, je pense aussi que ça atténuerait la pression qu'il y a dans le travail."

UNE PRESSION PERMANENTE

Cette analyse amène plusieurs interrogations. D'abord, on peut se demander s'il existe une corrélation entre la compétitivité d'un pays, celle d'une entreprise et le taux de suicide au travail. Par exemple, peut-on soutenir qu'un pays comme le Japon, qui n'a pas la réputation de connaître des problèmes de compétitivité, serait plus épargné que la France par ce phénomène ? Le fait que le terme *karoshi* - littéralement : mort par surtravail - ait émergé au Japon dès les années 1960 apporte un début de réponse. De la même façon, il reste à prouver que la Bulgarie, l'Ukraine ou l'Egypte connaissent des taux de suicide supérieurs au nôtre, sous prétexte d'un moindre niveau de compétitivité. M^{me} Parisot part du constat que *"les relations dans le travail se sont hypertendues ces quinze dernières années"* du fait de la difficulté des entreprises à dégager des marges. Mais on peut aussi inverser le postulat. N'est-ce pas parce que depuis quinze ans les entreprises cherchent à améliorer sans cesse leur rentabilité, dans un contexte de concurrence exacerbée, que la pression au travail s'est accrue ?

Croire qu'il suffit d'améliorer la rentabilité des entreprises pour aboutir à de meilleures relations de travail semble tenir plus de l'idéologie que de l'empirisme. N'est-ce pas en plein déploiement du fameux "contrat Renault 2009" - qui vise à doubler en quatre ans la rentabilité du constructeur - que la vague de suicides a touché le Technocentre ? A contrario, une entreprise avec une rentabilité moyenne est-elle plus anxiogène qu'une autre ? Rien ne permet de l'affirmer. Ce qu'on sait en revanche, c'est que dans le "monde idéal" de l'économie libérale, atteindre des objectifs de compétitivité est un système sans fin, qui réclame une pression permanente pour se maintenir au niveau des meilleurs. Ne parle-t-on pas de guerre économique ? Il est peut-être rassurant de penser que gagner cette guerre serait l'antidote de la souffrance au travail. Mais on sait très bien que la course folle de la productivité ne supporte aucun répit et qu'elle engendre de plus en plus de pression.

Si des salariés se suicident, c'est en grande partie la faute des *"conditions économiques globales"*, nous dit M^{me} Parisot. Mais alors, quid de la responsabilité des entreprises et de ceux qui les dirigent ? *"Même si ça se passe sur le lieu de travail, ce n'est pas toujours lié à des facteurs liés au travail (...)"*, ajoute-t-elle. Cette présentation tranche avec le discours dominant du monde des affaires, qui ne cesse de revendiquer et de s'arroger de plus en plus de responsabilités sociétales. Le concept d'"entreprise citoyenne" prospère, mais visiblement en oubliant tout un pan des obligations qui incombent à la sphère économique. Ce n'est pas en se retranchant derrière la conjoncture que les entreprises contribueront à surmonter la question du suicide mais en s'engageant dans une remise à plat, profonde et sincère, de l'organisation du travail.

Stéphane Lauer (Service Economie)

POLITIQUE / HISTOIRE / MISE EN SCENE

Chronique

Une realpolitik de la fiction, par Christian Salmon

LE MONDE | 21.03.08 | 15h18

Cinq ans après le début de la guerre en Irak, le bilan de l'intervention américaine fait l'objet d'évaluations contradictoires concernant son coût financier et humain (entre 100 000 et 1,2 million de victimes irakiennes). Pourtant, selon George Bush, la guerre en Irak a été une bonne décision, *"la rapidité, la précision et une brillante exécution de cette campagne seront étudiées de longues années par des historiens"*, a-t-il déclaré, sûr de son fait.

Une affirmation déjà démentie par nombre d'observateurs comme Lewis H. Lapham, directeur d'*Harper's Magazine* (auteur de *Theater of War*), et surtout Frank Rich, l'éditorialiste du *New York Times*, auteur d'un essai, *The Greatest Story Ever Sold* ("La Meilleure Histoire jamais vendue"), sous-titré "The Decline and Fall of Truth from 9/11 to Katrina" ("Le Déclin et la chute de la vérité du 11-Septembre à Katrina").

Cet ancien critique de théâtre ne fait pas le récit des combats. Il décrit la construction d'une fiction, la théâtralisation de la guerre. La manière dont, par exemple, la date du 11 septembre 2002 fut choisie pour préparer l'opinion, selon les mots de George Bush, au *"grand combat qui défie notre puissance, et plus encore notre détermination"*. *"Pour les Américains aucune date ne pouvait avoir un poids émotionnel plus grand"*, souligne Frank Rich. *Et, en outre, le pays était juste rentré de vacances, prêt à se concentrer sur des sujets de première importance.* Ce que Andrew Card, le directeur du cabinet de Bush, exprimera sans détour : *"D'un point de vue marketing, on ne lance pas de nouveaux produits en août."*

Lors de sa nomination comme secrétaire d'Etat en mars 2001, Colin Powell avait prévenu : *"Je vais recruter aux fonctions diplomatiques du département d'Etat des gens (...) capables de faire vraiment le marketing de notre politique étrangère, de vendre au monde les valeurs du département d'Etat comme une marque."*

Trois semaines après le 11 septembre 2001, il recruta au poste de sous-secrétaire d'Etat à la diplomatie Charlotte Beers, qui avait dirigé au cours des années 1990 deux des plus grandes agences de publicité américaines. Beers expliqua qu'elle souhaitait utiliser les possibilités du site Internet du département d'Etat, l'un des plus sophistiqués au monde, pour appliquer les techniques du marketing à la diplomatie moderne : *"Nous devons élargir notre audience au-delà des gouvernements et des élites. (...) Et nous devons mobiliser chaque individu qui peut parler positivement et au nom des Etats-Unis. Ce ne sont plus seulement les faits qui comptent aujourd'hui dans le monde. C'est quelque chose d'aussi émotionnel que la violence et la religion... C'est pourquoi on se tourne souvent aujourd'hui non pas juste vers les faits, les mots et celui qui parle à la caméra, mais aussi vers des livres, des photos, qui véhiculent des histoires..."*

Dans son livre, Frank Rich décrit le rôle croissant des réalisateurs de télévision, des scénaristes et des producteurs d'Hollywood, comme cet ancien producteur de la chaîne ABC, Scott Sforza, qui a créé les nombreux arrière-plans sur le fond desquels Bush a fait ses déclarations les plus importantes. Le 1^{er} mai 2003, c'est lui qui a mis en scène son discours sur le porte-avions *Abraham-Lincoln*, devant une bannière portant l'inscription : *"Mission accomplished"*.

Le président atterrit sur le porte-avions à bord d'un avion de chasse sur lequel on pouvait lire "George Bush, Commander in Chief". Vêtu d'une tenue d'aviateur, on le vit s'extraire du cockpit, son casque à la main, comme s'il rentrait de mission dans un remake de *Top Gun*. "C'était fantastique comme théâtre", déclara le commentateur de Fox News. David Broder, du *Washington Post*, fut subjugué par ce qu'il appelait la "posture physique" du président. Sforza avait dû soigneusement cadrer la scène afin qu'on n'aperçoive pas à l'horizon San Diego, situé à une quarantaine de miles à peine, alors que le porte-avions était censé croiser en pleine mer, dans la zone des combats. Pendant l'été 2002, il fit preuve d'une forme plus grande encore de culot au moment des scandales Enron, Tyco, WorldCom et autres, en plaçant Bush devant un écran où défilait en permanence le slogan "Responsabilité des entreprises", ou bien à l'occasion d'un forum économique à Waco, avec un écran sur lequel s'affichait le slogan "Renforcer notre économie".

Même un éditorialiste conservateur comme William Safire, qui a toujours soutenu la politique de George Bush, affirma en septembre 2005 : "Jamais le droit fondamental des Américains de connaître et de critiquer, grâce à une presse libre, les travaux de notre gouvernement, n'avait subi une telle remise en cause."

Dans un article du *New York Times* publié quelques jours avant l'élection présidentielle de 2004, Ron Suskind révéla les termes d'une conversation qu'il avait eue, au cours de l'été 2002, avec un conseiller de George Bush : "Il m'a dit que les gens comme moi faisaient partie de ces types "appartenant à ce que nous appelons la communauté réalité" : "Vous croyez que les solutions émergent de votre judicieuse analyse de la réalité observable. Ce n'est plus de cette manière que le monde marche réellement. Nous sommes un empire maintenant, et lorsque nous agissons, nous créons notre propre réalité. Et pendant que vous étudiez cette réalité, judicieusement comme vous le souhaitez, nous agissons à nouveau et nous créons d'autres réalités nouvelles, que vous pouvez étudier également, et c'est ainsi que les choses se passent. Nous sommes les acteurs de l'histoire. Et vous, vous tous, il ne vous reste qu'à étudier ce que nous faisons"."

Christian Salmon est écrivain.

PROBLEME DE SOCIETE

Soûleries dans les soirées étudiantes

LE MONDE | 25.03.08 |

Christophe, 22 ans, dit être lassé des soirées de beuverie. Membre du bureau des étudiants (BDE) de son école d'ingénieurs, il continue à les organiser mais les fréquente de moins en moins. "Je n'aime pas ces ambiances, raconte-t-il. Les élèves viennent pour se soûler et ils ne connaissent pas leurs limites. Ils s'énervent, deviennent rapidement irritables. Il faut régulièrement appeler les pompiers ou le SAMU."

Du coup, le jeune homme a monté une petite association avec des amis et organise bénévolement ses propres soirées. Y sont conviés les proches de son réseau qui s'acquittent d'un ticket d'entrée pour rembourser la location de la salle et les boissons. On y boit le plus

souvent de vrais cocktails à la différence des *"mélanges infâmes"* type vodka-pomme des soirées étudiantes habituelles dont l'objectif premier est de *"se bourrer rapidement la gueule"*.

Bon négociateur, Christophe réussit à obtenir des remises conséquentes sur l'alcool. *"En cas de grosses commandes, on peut avoir deux bouteilles offertes pour une dizaine payées, explique-t-il. Pour 3 000 euros d'achat, un alcoolier m'a même reversé 800 euros en contrepartie de quoi je m'engageais à n'utiliser que sa marque durant un nombre précis de soirées"*, poursuit-il. Un autre vendeur a même accepté de lui financer un open bar - boissons à volonté - pour faire la promotion de sa marque passée de mode. Des pratiques hors la loi puisque le parrainage des associations ou soirées étudiantes est interdit lorsqu'il a pour objet la publicité en faveur de boissons alcoolisées.

LA COURSE À L'IVRESSE

En général, Christophe compte une bouteille de "hard" (alcool fort type whisky ou vodka) pour deux ou trois participants. *"Le plus souvent, il en reste, mais j'ai toujours peur de manquer."* De telles doses explosent les limites édictées par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), soit *"pas plus de quatre verres standard en une seule occasion"*.

Dans la course à l'ivresse, les élèves des grandes écoles de commerce ou d'ingénieurs caracolent en tête : 45,4 % d'entre eux déclarent consommer de l'alcool au moins une fois par semaine. Viennent ensuite les étudiants en sciences humaines et d'écoles spécialisés (architecture, beaux-arts, infirmières...), avec près de 35 %, selon une enquête 2005 de La Mutuelle des étudiants (LMDE).

Longtemps passives devant le phénomène, les directions des grandes écoles prennent désormais le phénomène au sérieux. La mort d'un élève à Centrale à l'automne 2005 après une fête trop arrosée a révélé sa gravité.

Le 19 mars, la Conférence des grandes écoles et celle des directeurs des écoles d'ingénieurs ont signé, avec les délégués des bureaux nationaux des élèves ingénieurs et des écoles de commerce, une charte pour lutter contre les comportements à risque et les addictions. Objectif : diffuser les bonnes pratiques déjà mises en place dans certaines écoles. A savoir la vente d'alcool par le biais de tickets préalablement achetés afin de contrôler la consommation, la mise en place d'un "open soft" (un bar distribuant gratuitement des boissons non alcoolisées), la vente ou la distribution de nourriture, l'installation de fontaines à eau, la distribution gratuite d'éthylotests, l'organisation de moyens de locomotion collectifs pour ramener les élèves trop alcoolisés, la présence éventuelle d'une cellule de premier secours...

Ugo Silveira, président du bureau national des élèves ingénieurs, veut y croire. *"Cette charte a des chances de fonctionner car elle associe les étudiants qui seront les relais de sa mise en oeuvre."*

Depuis quelques années, le *binge drinking* (consommer de l'alcool de façon à être ivre le plus vite possible) se développe parmi les jeunes. *"La fête se transforme en culture de la défonce, tourne quelquefois au cauchemar et crée des problèmes sanitaires et sociaux"*, commente Etienne Apaïre, président de la Mission interministérielle de lutte contre la drogue et les toxicomanies (Mildt) qui intervenait, le 19 mars, lors d'une soirée de sensibilisation organisée par la Smerep, mutuelle étudiante, en direction des organisateurs de soirée. Risques

d'accidents de la route, de coma éthylique, de violence, de rapports sexuels non protégés mais aussi d'alcoolisme chronique guettent les fêtards inconscients.

Selon l'enquête santé 2007 de la Smerep et de la Fédération nationale des observatoires régionaux de santé (Fnors), la proportion d'étudiants déclarant une consommation d'alcool importante, voire excessive, a augmenté entre 2005 et 2007, passant de 9,7 % à 11,7 %. C'est pourquoi la mutuelle étudiante vient d'éditer un guide d'organisation des soirées étudiantes avec la Mildt.

Sur Internet :

- www.smerep.fr (onglet "prévention santé", puis "conduites à risques") ;
- www.cge.asso.fr.

Martine Laronche

Episodes d'ébriété en hausse chez les adolescents

La fréquence des ivresses parmi les jeunes âgés de 17 ans a connu *"une hausse très nette entre 2003 et 2005"*, soulignent plusieurs chercheurs dans le Bulletin épidémiologique hebdomadaire (BEH) publié mardi 25 mars par l'Institut de veille sanitaire. A 17 ans, 49,3 % des jeunes déclarent avoir été ivres au moins une fois au cours de l'année, 26 % au moins trois fois (contre 20 % en 2003), et 9,7 % au moins dix fois (contre 6,4 % en 2003). Au cours de cette période, l'âge moyen à la première ivresse (15,1 ans) n'a pas varié. *"Les enquêtes ultérieures détermineront si cette hausse est transitoire ou marque une inflexion dans la façon de boire des adolescents, qui se rapprocherait alors de celle de leurs homologues du nord de l'Europe"*, conclut l'étude. La consommation de tabac est, elle, en net recul : à 17 ans, 33 % des jeunes fument régulièrement, contre 41 % en 2000.

ECONOMIE

La chute de la confiance des consommateurs américains fait plonger Wall Street

LEMONDE.FR avec AFP |

Selon l'institut privé de conjoncture Conference Board, la confiance des consommateurs américains a continué de baisser en mars à son niveau le plus bas en cinq ans. Les chiffres publiés mardi 25 mars se situent au niveau de ceux qui avaient été enregistrés au début de la guerre en Irak.

L'indice de confiance des consommateurs américains s'est établi à 64,5 points en mars contre 76,4 points en février, une grosse déception pour les analystes, qui tablaient sur un indice à 73,4 points. L'indice mesurant les attentes des consommateurs a, lui aussi, plongé à 47,9 points contre 58 le mois précédent, au plus bas en 35 ans. Aussitôt, la Bourse de New York a

accusé le coup : vers 15 h 30, le Dow Jones reculait de 61,79 points (- 0,49 %) à 12 486,85 points.

IMPACT SUR LA CONSOMMATION

"Les chiffres sur la confiance des consommateurs ont été vraiment négatifs pour le marché", a commenté Peter Cardillo, analyste d'Avalon Partners, une société de conseil financier de New York. Les inquiétudes des consommateurs "devraient peser sur leurs dépenses", a-t-il ajouté. Or la consommation est le moteur principal de la croissance aux Etats-Unis.

Un autre facteur négatif alimentait mardi la morosité du marché : le secteur immobilier a continué de se dégrader, avec, en janvier, pour le treizième mois consécutif, une baisse du prix des logements dans les vingt plus grandes agglomérations américaines. *"Cela a éclipsé la bonne nouvelle"* de lundi, qui avait vu un rebond des reventes de logements, a jugé M. Cardillo.

Lundi, le quintuplement de l'offre de rachat de JPMorgan sur Bear Stearns avait permis à Wall Street de poursuivre son redressement de la semaine dernière : le Dow Jones avait progressé de 1,52 %, le Nasdaq de 3,04 % et le SP 500 avait engrangé 1,53 %. Dans le sillage de Wall Street, les Bourses asiatiques avaient terminé mardi en fort rebond et les places européennes avaient ouvert en forte hausse.

SCIENCES ET TECHNIQUES

Le futur de l'automobile sera électrique

LE MONDE | 24.03.08 |

Il n'aura pas fallu très longtemps pour que la voiture électrique passe du statut de curiosité sympathique à celui d'incarnation du futur de l'automobile. Après le succès des véhicules hybrides (fonctionnant avec un moteur thermique et un autre électrique), on ne parle plus, désormais, dans les salons de l'automobile, que des modèles 100 % électriques. Le prix du baril de pétrole et la grande peur environnementale sont passés par là. Marginalisée depuis le début du XX^e siècle, la "voiture à piles" est en train de devenir une réalité industrielle.

En dépit des investissements colossaux qu'ils y consacrent, les grands constructeurs ont pris conscience que les moteurs thermiques ne constituent plus un horizon indépassable. General Motors mais aussi BMW - qui a bâti son succès sur les vocalises de ses six-cylindres - prévoient de lancer outre-Atlantique, au début de la prochaine décennie, des modèles tout électriques.

"La voiture électrique, la seule à offrir zéro émission polluante, prendra, avec le temps, l'avantage sur toutes les autres énergies alternatives", clairotte Carlos Ghosn, président de Renault-Nissan. En janvier, la marque au losange a signé un accord pour produire, en Israël, un modèle qui sera commercialisé en 2011. Un autre, de la taille de la Clio, sera lancé l'année suivante en Europe. *"Ce sera une voiture destinée aux habitants des zones très urbanisées, en particulier ceux qui, demeurant en banlieue et travaillant dans une autre banlieue, ne peuvent*

bénéficiaire de réseaux de transports en commun efficaces", souligne Yves Pichon, chef du projet chez Renault.

Convaincues que la demande, désormais, existe, les grandes marques automobiles sont aiguillonnées par de nouveaux concurrents qui prennent déjà position sur ce marché émergent. En Norvège, la firme Think a mis en production une petite deux-places pour laquelle 10 000 commandes ont été enregistrées. Quant au groupe Bolloré, il vient de créer une société commune avec le carrossier et constructeur italien Pininfarina. Objectif : mettre au point une quatre-portes qui devrait être fabriquée à mille unités en 2009, 5 000 unités en 2010 et 10 000 unités en 2011.

Grâce à ses batteries LMP (lithium métal polymère), son autonomie est censée atteindre 250 kilomètres et sa vitesse de pointe 130 km/h. Diffusée sous la marque Pininfarina, elle sera vendue en location-vente avec des mensualités de 500 euros mais le groupe Bolloré ne dit mot sur le prix de vente global. La société précise qu'il ne s'agira pas d'un véhicule bon marché mais fait valoir que son coût d'utilisation sera quasi nul.

Cette multitude de projets apparaît aussi comme la conséquence des progrès réalisés par les nouvelles générations de batterie lithium-ion qui ont permis de doubler l'autonomie. Cependant, les performances des véhicules électriques restent relativement limitées. Actuellement, 250 kg de batteries permettent de parcourir théoriquement 160 à 200 kilomètres mais, en condition d'usage courant, il faut plutôt tabler sur une petite centaine de kilomètres. Or, il est admis que ce n'est qu'au-delà de 200 kilomètres d'autonomie que les véhicules électriques commenceront vraiment à intéresser le grand public. Autres obstacles, la durée de recharge des batteries et l'installation de prises de courant dans les parkings ou les lieux publics.

Reste à savoir à quoi ressembleront demain nos voitures électriques. *"L'installation des batteries dans le plancher et la compacité du moteur permettent de dégager une meilleure habitabilité mais aussi un plus grand coffre",* estime Philippe Guesdon, ancien patron de Matra Automobiles et concepteur de l'Espace de Renault mais aussi du prototype Bluecar de Bolloré. Certains concept-cars mettent à profit l'installation des moteurs électriques dans les roues et anticipent la diminution du volume des batteries pour proposer des architectures originales. Des voitures en forme de parallélépipèdes ou de gros oeuf à roulettes, voire un habitacle capable de pivoter à 180 degrés, comme la Pivo de Nissan.

Des audaces qui n'enthousiasment pas forcément les techniciens. *"Il ne faudrait pas compromettre la tenue de route en abaissant excessivement le centre de gravité et en alourdissant les roues",* prévient M. Guesdon. Chez Renault, on estime que le client, même s'il s'agit d'un engin électrique, n'est pas forcément disposé à plébisciter l'originalité à tous crins.

Il serait dommage que les voitures ultraproces de demain se contentent de ressembler à des voitures d'aujourd'hui, simplement électrifiées.

Jean-Michel Normand

SANTE

Enquête

Soins palliatifs : état de carence généralisée

LE MONDE | 25.03.08 |

Euthanasie ou soins palliatifs ? La récente et vive émotion soulevée en France par l'intense médiatisation d'une demande de suicide médicalement assisté relance le débat sur un sujet où règne le plus souvent une grande confusion. De ce point de vue, tout laisse penser que l'encre du rapport signé de Marie de Hennezel et intitulé "La France palliative" continuerait à s'effacer dans les caves du ministère de la santé si le pays n'avait pas eu à connaître du cas de Chantal Sébire, cette femme retrouvée morte le 19 mars à son domicile après avoir, en vain, réclamé une euthanasie active.

Ce rapport avait été demandé en janvier 2005 par Philippe Douste-Blazy, alors ministre de la santé. A la veille du vote de la loi Leonetti concernant la fin de vie, il s'agissait de demander à cette spécialiste de renom de procéder à une évaluation précise des pratiques des soins palliatifs et des blocages quant à leur diffusion. M^{me} de Hennezel devait enquêter dans l'ensemble des espaces, hospitaliers ou non, au sein desquels les questions relatives à la "fin de vie" et au "laisser mourir" sont, quotidiennement ou presque, soulevées.

Cette mission fut méticuleusement effectuée entre juin 2005 et novembre 2007 dans l'ensemble des régions françaises. Le rapport et les propositions de Marie de Hennezel furent remis aux services de Roselyne Bachelot, ministre de la santé, fin 2007. Aucun accusé de réception et aucune suite en dépit d'une question écrite au gouvernement posée par François Bayrou. Jusqu'à l'affaire Sébire et la convocation en urgence de M^{me} de Hennezel par M^{me} Bachelot le 21 mars. Une rencontre courtoise au terme de laquelle rien de concret ne fut formulé.

Ce rapport est pour l'essentiel celui d'un état de carence généralisée. Il établit l'existence d'inégalités profondes dans l'accès aux soins palliatifs, ainsi que de difficultés majeures et récurrentes dans la diffusion, en France, de la culture des soins palliatifs. Il conclut enfin que les sources actuelles de financement de ces activités ne sont aucunement à la hauteur des missions et des enjeux ; et ce, alors même qu'il faut compter avec les effets pervers des nouveaux systèmes de tarifications hospitalières qui n'ont cessé de privilégier la réduction des durées d'hospitalisation.

La lecture la plus critique de la situation faite par Marie de Hennezel porte sur l'insuffisance de la connaissance et de la compréhension du contenu de la loi Leonetti par ceux qui sont en charge d'en faire la pédagogie et de l'appliquer. *"Beaucoup ignorent ce que la loi leur permet de faire, souligne-t-elle. Ils persistent à croire que l'ultime solution pour apaiser les souffrances en fin de vie consiste à abréger la vie."*

Dans le même temps, cette spécialiste fait valoir que la majorité des médecins et des soignants estiment de leur devoir de protéger les plus vulnérables. Cette même majorité n'est pas en faveur d'une modification du code pénal. *"Ils sont conscients des dérives possibles d'une loi qui ouvrirait à la possibilité d'éliminer ceux qui nous dérangent, peut-on lire dans le rapport de M^{me} de Hennezel. Cette tentation existe déjà chez nos voisins des Pays-Bas et de Belgique, puisqu'on envisage déjà d'étendre l'euthanasie aux grands dépressifs et aux déments. Pourquoi serions-nous mieux prémunis que nos voisins ?"*

Fin 2007, l'auteur du rapport estimait que seul un "message fort" du président de la République en direction des principaux acteurs concernés permettrait d'avancer. Quatre mois plus tard, le constat n'a pas perdu de sa pertinence.

Jean-Yves Nau

POLITIQUE ETRANGERE

Enquête

Crise du Tibet : des enjeux cruciaux pour Pékin

LE MONDE | 26.03.08 |

Outre le legs d'une conception impériale de la Chine, l'obsession contemporaine de Pékin sur la question tibétaine peut se décoder à la lumière d'un triple enjeu. Stratégique : le Tibet himalayen occupe une position vitale en surplomb de l'Asie du Sud, en particulier de l'Inde potentiellement rivale. Economique : le Tibet regorge de ressources minérales et hydrauliques très précieuses pour la croissance chinoise. Politique : aux yeux de Pékin, la perte du Tibet créerait un précédent risquant de précipiter la Chine, empire multiethnique, dans un tourbillon de forces centrifuges.

GLACIS STRATÉGIQUE

Sur son flanc sud, le Tibet chinois partage près de 3 000 km de frontières avec la Birmanie, l'Inde, le Bhoutan, le Népal et le Pakistan. Parmi ces cinq Etats, l'Inde est celui avec lequel la Chine cultive la relation la plus délicate. Contrôler le Tibet, c'est s'offrir un glacis stratégique tenant l'Inde en respect. Au coeur de la tension sino-indienne figure le tracé de la frontière hérité de l'ère coloniale britannique : New Delhi l'a entériné, mais Pékin le récuse. Une guerre a déjà opposé, en 1962, les deux pays. Pékin l'avait gagnée et avait imposé sa mainmise sur le territoire disputé de l'Aksai Chin, à l'extrême-ouest de la frontière.

Outre ce contentieux territorial, un autre litige joue un rôle d'irritant : l'Etat indien d'Arunachal Pradesh (extrême est) que Pékin revendique. Un troisième foyer de tension s'est, lui, quelque peu assoupi : le Sikkim, annexé en 1975 par New Delhi et sur lequel Pékin ferme désormais les yeux. Cette question frontalière n'est pas soldée, mais elle a perdu en acuité. Elle se double aujourd'hui d'enjeux stratégiques plus globaux liés à la projection régionale de la Chine. Le Tibet est à la charnière de l'Asie du Sud et de l'Asie centrale, deux régions où les intérêts de Pékin sont pressants. En Asie du Sud, il lui faut prévenir l'idylle entre l'Inde et les Etats-Unis tout en soignant le Pakistan, fidèle allié qui ouvre sur l'océan Indien. Et en Asie centrale, il faut assurer les routes énergétiques acheminant le pétrole et le gaz naturel en provenance - notamment - de la mer Caspienne. Le Tibet est une pièce maîtresse de cette construction géopolitique régionale.

RÉSERVOIR DE RESSOURCES NATURELLES

Le Tibet (Xizang) veut dire en mandarin "Maison des trésors de l'Ouest". On comprend pourquoi. Il recèle la deuxième biomasse forestière de Chine mais la ressource s'épuise, le déboisement ayant pris des proportions catastrophiques.

Un autre potentiel fait rêver à Pékin et à Lhassa : les ressources minérales. Les gisements de chrome et de cuivre de la Région autonome du Tibet sont les premiers de Chine. Et ses réserves de borax, d'uranium et de lithium (50 %) sont les plus riches au monde. La presse chinoise évoque rituellement

avec emphase des découvertes de fer, d'or, d'argent, de plomb, de zinc, de cobalt... En 2004, un article du *Quotidien du peuple* allait jusqu'à évaluer à 78,4 milliards de dollars le potentiel du Tibet en ressources minérales. L'exploitation a démarré, mais dans des conditions laborieuses.

Une troisième ressource offre davantage de disponibilité : l'eau. Le Tibet historique est le "château d'eau de l'Asie". Dix des plus grands fleuves de la région y prennent leur source : Yangzi (fleuve Bleu), Huang He (fleuve Jaune), Mékong, Indus, Brahmapoutre, Salouen, Irrawaddy, Sutlej et deux affluents du Gange. Le Tibet recèle, selon la presse chinoise, 30 % des ressources hydrauliques de la Chine. Une aubaine alors que la crise de l'eau menace le nord du pays.

SYMBOLE DE LA COHÉSION DE L'EMPIRE

La Chine se pense comme un Etat multinational. Officiellement, 56 "nationalités" (*minzu*) sont recensées. Avec 92 % de la population, les Han sont ultramajoritaires. Mais les 8 % de minorités occupent une place de choix dans l'imaginaire national, fût-ce sous les couleurs d'un folklore guimauve.

Surtout, l'espace qu'elles occupent est gigantesque. A lui seul, le Tibet historique s'étend sur un quart du territoire chinois. Aussi Pékin est-il obsédé par le risque d'une contagion séparatiste qui, en embrasant d'autres ethnies - notamment les Ouïgour du Xinjiang musulman frontalier de l'Asie centrale -, désagrègerait l'empire. Le nationalisme de la population chinoise ne le permettrait pas.

Frédéric Bobin

Une population dispersée dans et hors la Chine

Les Tibétains de l'intérieur. Selon le recensement chinois de 2000, les Tibétains seraient au nombre de 5,4 millions en République populaire de Chine. La Région autonome du Tibet en abriterait 2,4 millions, soit 92 % de la population de l'entité administrative. Mais ces statistiques officielles minimisent l'immigration des Chinois han, qui composeraient, selon des sources indépendantes, près du tiers de la population urbaine. Trois millions de Tibétains vivent par ailleurs dans les provinces chinoises voisines (Sichuan, Qinghai, Yunnan, Gansu).

Les Tibétains de l'extérieur. Le soulèvement réprimé de mars 1959, à l'issue duquel le dalaï-lama s'exile à Dharamsala (Inde), déclenche un fort courant migratoire de Tibétains se réfugiant à l'étranger. Selon des chiffres du gouvernement tibétain en exil datant de 1998, cette diaspora compterait 111 170 personnes dont l'écrasante majorité (85 000 personnes) est basée à Dharamsala. Suivent comme terres d'accueil le Népal (14 000), le Bhoutan (1 600), la Suisse (1 540), les Etats-Unis et le Canada (7 000). Des Tibétains continuent de fuir chaque année, à leurs risques et périls, le Tibet chinois.

PROSPECTIVE

Quatre jours pour refaire le monde

LE MONDE 2 | 28.03.08 |

De notre envoyée spéciale à Monterey (Californie)

Chaque année, la conférence TED réunit les plus beaux cerveaux de la planète devant une audience exceptionnelle. Visionnaires de l'Internet, stars d'Hollywood, gourous des médias viennent se frotter aux idées les plus novatrices, exposées en 18 minutes chrono. Plongée dans le rendez-vous utopique de l'élite.

Les jets privés se frôlent sur le tarmac du Peninsula Airport. Les rois de la Silicon Valley, d'Hollywood et du MIT se sont donné rendez-vous à Monterey. Début mars, pour une petite semaine, la station balnéaire californienne préférée des loutres de mer attire aussi les plus beaux cerveaux du monde. Quelle est notre place dans l'univers? Qu'est-ce que la beauté? Est-ce que le mal va gagner? Qu'est-ce qui nous pousse en avant? Scientifiques, artistes, designers, philosophes offrent leurs plus belles réponses.

Certains ont reçu prix Nobel, Pulitzer, Oscar, d'autres n'ont pas encore été repérés. En dix-huit minutes chrono, ils prononcent le discours de leur vie devant une audience exceptionnelle : visionnaires de l'Internet, stars d'Hollywood, gourous des médias, faiseurs de rois en technologie ou en énergie propre. Jeff Bezos (Amazon), Pierre Omidyar (eBay), Marc Zuckerberg (Facebook), William McDonough (inventeur de l'architecture verte), Matt Groening (créateur des Simpsons) courent en tous sens, bloc-notes en main. Ils ont cassé les règles de leur secteur.

A la conférence TED – technology, entertainment, design –, ils écoutent. Pour une fois, people et patrons ne sont pas sur scène. Pendant les interventions ou les déjeuners de travail, interdit de parler affaires ou politique. Ici, seules les idées comptent : grandeur et décadence de l'Amérique, chaos du monde, espoir dans l'homme, son génie et ses technologies. TED est la fête de leur intelligence. De 7 heures à 23 heures, tout est occasion d'apprendre. Interventions, pauses "*conversationnelles*", séances de méditation et fêtes s'enchaînent. Les places sont chères (4000 euros), très rares surtout : 1300 en tout et pour tout. Elles s'arrachent en dix jours sur Internet. L'édition 2009 affiche déjà complet. Les participants à la conférence, les Tedsters, jouent le jeu : tenue décontractée, énorme badge identifiant, bienveillance californienne. Ils ne comparent pas volume de stock-option ni couleur de cravate. Ils préfèrent, comme Sergey Brin (fondateur de Google), les sabots en résine Crocs. TED n'est pas Davos.

DIVERSITÉ DE GENRE ET DE TON

"Nos vies sont devenues si grotesques, confie George Meyer, un des scénaristes des Simpsons. TED remet tout cela en perspective. Cela me donne de l'espoir." Diversité de discipline, d'origine, de genre et de ton permet une plongée abyssale dans l'inconnu. Loin des caméras, des contraintes d'agenda, le patchwork est riche, l'émotion partout. Bob Geldof prédit : *"Le progrès humain dépend de personnes déraisonnables. TED, c'est les Jeux olympiques des personnes déraisonnables."* Le premier jour débute par une matinée de cours, de douze minutes chacun : *"Je suis publicitaire et j'en suis malade"*, *"Comment avoir une conversation difficile"*, *"Les villes en 2100"*, *"Comment constituer un conseil d'administration de rêve"*... Les participants zigzaguent en riant dans les couloirs. L'après-midi, ils jouent des coudes pour entrer dans le théâtre.

Sur scène, Jay Walker (le fondateur de Priceline) présente quelques-uns de ses trésors : un Spoutnik, un morceau de météorite, la bible de Gutenberg (1455), un des drapeaux américains posés sur la Lune. Cinq cents personnes accèdent au spectacle. Les autres suivent la retransmission dans une salle adjacente. Steelcase l'a décorée de son mobilier écolo. Canapés,

poufs, fauteuils, lits remplacent les traditionnelles chaises pliantes. Des couvertures sont disposées çà et là pour les plus frileux. En cas de baisse de concentration, on peut avaler boisson biologique ou barre énergétique au Google Café. Surfer sur Internet grâce à l'un des cinquante ordinateurs à disposition. Essayer un prototype de voiture à eau. Ou se faire masser, un œil sur le travail des graphistes qui interprètent en direct le contenu de la conférence.

Choisis pour leur capacité à faire partager leurs découvertes, les intervenants sont préparés comme des étalons. Graves ou légers, ils évoquent tour à tour mort, beauté, art ou molécules. Ils prennent des risques. Jill Bolte Taylor apporte un cerveau humain sur scène pour évoquer sa propre attaque cérébrale. Chercheuse psychiatre, elle replonge dans ce moment de sa vie. En elle, la femme se sait coupée du monde, la scientifique analyse l'expérience hors norme. *"Cette attaque m'a plus appris sur le cerveau que toute ma carrière académique."* Elle raconte la douleur, les sensations qui s'en vont, celles qui viennent. L'instinct de survie et le nirvana. Privée de son hémisphère gauche, elle expérimente la communion avec le tout, la disparition du "je". *"J'ai découvert le nous à l'intérieur de moi."* En larmes, elle replace ses longs cheveux argent, conclut : *"Qui sommes-nous? Nous sommes la force de vie de cet univers, avec une dextérité manuelle, deux esprits cognitifs et la capacité de choisir qui nous sommes."* Lumineuse et tendre, Jill Bolte Taylor place la barre très haut. Les Tedsters l'ovationnent. *"En laissant voir sa vulnérabilité, elle a permis à tous de se laisser aller"*, confie un membre de l'organisation.

Garrett Lisi, physicien free-lance, pourrait être le prochain Einstein. *"La beauté mathématique, dit-il, gourmand, décrit la vérité au plus petit niveau."* Il montre aussi son bureau, un combi WV sur une plage de Maui. La musicienne Kaki King, sorte de Camille new-yorkaise, défie les lois de la gravité avec sa guitare. Robert Ballard, l'homme qui a retrouvé le Titanic, compare l'océan à un grand musée. L'auteur nigérian Chris Abani rappelle : *"En littérature, nous sommes les plus beaux quand nous sommes les plus affreux"*. Tim Robbins saute sur scène à la faveur d'un incident technique. L'audience se régale de quinze minutes d'improvisation délirante.

La vision d'un homme Paul Rothemund montre le résultat de ses manipulations d'ADN : des cellules en forme de smiley ou d'étoile. Philip Zimbardo diffuse des images interdites d'Abou-Ghraib. La honte de l'Amérique. Tirées de son travail d'expert à la Cour, elles illustrent sa thèse sur l'effet Lucifer : *"Quand les gens sont déchargés de leur responsabilité, ils font n'importe quoi. Il faut trouver les moyens de recréer un imaginaire du héros."* Craig Venter invente la vie synthétique dans son laboratoire. *"La fin du monde est dans ses éprouvettes"*, souffle mon voisin. Benjamin Zander, chef d'orchestre du Philharmonique de Boston, dissipe les mauvaises nouvelles. Sous sa direction survoltée, Al Gore, Cameron Diaz et Paul Allen entonnent l'Hymne à la joie. En allemand.

La conférence TED est née de la vision d'un homme et de l'ambition d'un autre. Richard Saul Wurman, architecte et designer, crée le concept en 1984 *"comme le dîner que je n'aurais jamais pu organiser"*. Il invite ceux qui le fascinent (Bill Gates, la violoncelliste Yo-Yo Ma, le révérend Billy Graham) à parler des sujets qui l'intéressent : technologie, divertissement, design. Ces secteurs vont converger, il en est persuadé. Richard Saul Wurman a des problèmes de concentration, il impose donc des règles aux intervenants : des discours de dix-huit minutes au maximum, sans support PowerPoint ni note. *"Se mettre dans une position de vulnérabilité garantit une connexion émotionnelle avec l'autre."* Il bannit table ronde et atelier, *"tout le monde roupille"*.

Chris Anderson rachète l'opération en 2001. Il vient de vendre son groupe de presse, Future Publishing (Business 2.0). TED est alors le secret le mieux gardé de la Silicon Valley, un club élitiste très fermé. Il lui colle sa conviction : les idées, les médias, la technologie peuvent changer le monde. Il ouvre le site Ted.com (1,5 million de visiteurs uniques par mois), diffuse gratuitement les vidéos des conférences. Il crée le TED Prize : chaque année, trois personnalités, distinguées pour leur capacité à avoir un impact sur le monde, reçoivent 100000 dollars et la possibilité de réaliser un rêve. Bill Clinton voulait créer des hôpitaux de campagne au Rwanda : AMD, Nokia, Sun Microsystems et quelques fondations présentes à TED l'ont fait. La réalisatrice Jehane Noujaim fantasmait sur un jour qui célébrerait l'humanité grâce à la puissance des images. C'est Pangea Day, le 10 mai prochain. Karen Armstrong, distinguée en 2008, a écrit plus de vingt livres sur les religions monothéistes. *"Elles ont été prises en otage par le politique, dit-elle. La religion n'est pas une croyance mais un comportement."* Elle rêve d'une *"Charte pour la compassion"*, portée au niveau mondial par un comité de sages interreligieux.

Certes, des sponsors déboursent une fortune pour un logo sur un programme, un cadeau dans le sac du participant, l'organisation d'une (rare) pause. Coca-cola parraine un déjeuner sur l'avenir de l'eau. Les Tedsters ne sont pas dupes des intérêts du géant d'Atlanta. Mais l'orientation activiste de TED se confirme : cette année, le mot le plus prononcé est *"compassion"*. Juste devant *"surconsommation"*.

LE GRAND RETOUR DU HÉROS ?

"And the point?" ("Conclusion?") : la question clôt quatre jours de safari cérébral. Le fil rouge se précise : l'explosion démographique, associée à un idéal de réalisation par la consommation, conduit à la guerre ou à une période glaciaire. *"Dans ce contexte, que signifie être humain et vivant?"* demande Wade Davis, anthropologue. Al Gore teste son nouveau discours : *"Il y a une crise de la démocratie, pas seulement une crise climatique. Nous avons besoin d'une nouvelle génération de héros. C'est une chance."* La beach party de clôture s'étire jusqu'à la nuit. Entre deux épis de maïs grillé, les participants continuent de refaire le monde.

Epiphénomène du microcosme californien ou sursaut salutaire à la médiocrité, TED est une grande fête de la complexité et de l'exigence. Son accessibilité au plus grand nombre est une priorité. La conférence TED arrive en Afrique (Le Cap, septembre-octobre 2008), en Europe (Oxford, du 22 au 24 juillet 2009) et en Asie (Mumbai, novembre 2009). D'ici là, l'intégralité des interventions depuis 1984 sera disponible sur Ted.com en plusieurs langues.

A quoi mesure-t-on la qualité d'un événement ? A la tête des participants quand ils arrivent (joyeuse) puis repartent (défaite). A la disparition des BlackBerry. A une audience qui pleure, chante, saute de joie et s'énerve. A une conférence qui devient communauté d'intérêt.

On ne va pas à TED en traînant les pieds. On n'en revient pas avec son poids en brochures ridicules, en gadgets stupides. On rentre le cœur gros, les neurones en ébullition. Avec quelques idées pour un monde nouveau.

Flore Vasseur

SOCIETE / MEDECINE

Derrière l'ivresse des jeunes, par Jean-Michel Dumay

LE MONDE | 29.03.08 |

Les jeunes (disons plutôt certains jeunes) boivent comme des trous. Oh ! ce n'est pas tant qu'ils consomment régulièrement (la consommation régulière serait plutôt en baisse), mais ils rechercheraient de plus en plus l'ivresse, qu'importent les flacons. Un bon quart des adolescents de 17 ans déclareraient avoir été ivres au moins trois fois dans l'année en 2005. Ils n'étaient qu'un sur cinq en 2003. Quant aux accros (dix ivresses annuelles), ils étaient un sur dix en 2005, + 50 % en deux ans.

Le truc qui monte, c'est donc cette "consommation de la défonce", de jeunes gens par ailleurs souvent très sobres en semaine, dans les soirées de beuverie. Les alcooliers, à l'affût, l'ont bien compris. Whisky-cola ou vodka-pomme, prémix et alcopops, avec packaging fun et accrocheur, et par ici la monnaie. L'heure est au *binge drinking*, à l'ivresse rapide, qui conduit à la prostration et au sommeil profond. A voir le mal partout, on pourrait dire aussi : aux conduites sexuelles à risques, aux traumatismes et aux troubles respiratoires, au coma éthylique, et parfois, au décès.

Pourquoi cette tendance ? Il y a quelques années, des chercheurs de Toulouse disaient en langage savant que les jeunes étaient d'abord motivés par "*la découverte des vertus d'oubli et de dédoublement de soi par l'alcool*", une façon d'éprouver son corps et son esprit comme n'étant pas à soi, autorisant des "inconduites" corporelles et morales. Si c'est cela, il faut dire que les jeunes Danois et Britanniques éprouvent encore davantage les vertus du dédoublement de soi que les jeunes Français, voisins sur ce terrain des pays latins. Des études européennes révèlent des ivresses six à huit fois plus fréquentes au Danemark et en Grande-Bretagne que dans l'Hexagone...

Il est tentant de rapprocher cette constatation de celles consignées par Cécile Van de Velde, sociologue ayant ausculté quatre jeunesses européennes : danoise, anglaise, française et espagnole (*Devenir adulte, sociologie comparée de la jeunesse en Europe*, PUF, 278 pages, 27 euros). A l'heure où la période qualifiée de "jeunesse" paraît s'allonger, où l'âge adulte perd de sa stabilité, marqué par un emploi morcelé et une conjugalité vacillante, la sociologue a identifié quatre modes d'entrée dans la vie adulte, liés au contexte socio-économico-culturel.

Au Danemark, très dans l'air du temps et de l'individualisme démocratique contemporain, on se cherche et on se trouve avant d'être adulte, et les politiques publiques facilitent cette longue construction de soi en permettant une indépendance résidentielle et des allers-retours études-emploi tardifs. En Grande-Bretagne, on s'assume et s'émancipe rapidement, plongé que l'on est dans la vie active sous les coups de boutoir d'exigences libérales, après des études autofinancées. Ces deux modèles frappent par la décohabitation familiale précoce (avant 20 ans) qu'ils exposent. A l'opposé, en Espagne, la logique d'appartenance familiale fait qu'on attend, avant de s'installer - on dirait presque : à son compte. Partir de chez ses parents implique qu'on ait d'abord trouvé un emploi, une femme ou un mari, puis un logement.

En France, note Cécile Van de Velde, les jeunes vivent dans un entre-deux : une volonté, certes, d'être indépendants (on dira plutôt autonomes), mais tout en maintenant une

dépendance parentale (notamment financière, pour les classes moyennes et aisées). Tout cela avec en tête de "se placer". Car, tout est misé, investi, chez nous, sur le diplôme et la formation initiale, qui détermine de façon quasi définitive le statut social. Boire, en ce sens, permet inconsciemment à certains de l'oublier, tout en se rapprochant des Danois qui se cherchent et des Britanniques qui s'émancipent.

Jean-Michel Dumay